

Valaisans au service de causes perdues : Naples 1861 - Rome 1870

par
Eugène de COURTEN

Introduction

Il y a cent ans, en 1865, l'Italie continuait à vivre dans l'effervescence de ses aspirations unitaires. La Vénétie et la province de Rome manquaient encore à son royaume, et elle attendait avec impatience des occasions favorables à l'accomplissement de ces conquêtes. Victor-Emmanuel II avait été proclamé roi d'Italie en 1861 et, en vertu de la convention de septembre 1864, il s'était résigné à transférer sa capitale de Turin à Florence.

Presque unifiée par Napoléon I^{er}, la péninsule italienne avait été de nouveau démembrée en 1815 par les traités du Congrès de Vienne : royaume lombard-vénitien dans la dépendance immédiate de l'Autriche ; royaume de Piémont-Sardaigne sous la Maison de Savoie ; duché de Parme donné en fief à l'ex-impératrice Marie-Louise ; duché de Modène et grand-duché de Toscane gouvernés par des princes de Habsbourg ; Etats de l'Eglise (Légations, Marches, Ombrie, province de Rome) reconstitués en faveur du pape ; royaume des Deux-Siciles rendu à une branche des Bourbons d'Espagne.

Tous ces Etats, le Piémont excepté, subissaient à des degrés divers la tutelle de l'Autriche, qui y entretenait de fortes garnisons ; de gré ou de force, ils devaient suivre les directives de la Sainte-Alliance, surveillés de Vienne par le tout-puissant chancelier Clément de Metternich.

Ce morcellement et le rétablissement de monarchies absolues avaient exaspéré de nombreux patriotes aux idées libérales, groupés d'abord dans la société secrète des *Carbonari*. Leur but

immédiat était d'imposer des régimes constitutionnels. Les plus exaltés se proposaient de chasser les souverains et d'établir des républiques.

I. AU SERVICE DE NAPLES

Période de 1825 à 1848

En juillet 1820, le général Guglielmo Pepe soulève la garnison napolitaine afin de contraindre le roi Ferdinand I^{er} à mettre en vigueur une constitution, sur le modèle de la constitution espagnole de 1812. Le souverain s'y refuse et appelle à son secours les troupes autrichiennes dont il dispose ; elles dispersent les rebelles et assurent l'ancien ordre de choses.

Comme la situation demeure cependant instable et précaire, François I^{er}, qui a succédé à son père en 1825, juge opportun de réorganiser et de renforcer son armée, dans laquelle se trouvent des officiers et des soldats d'une fidélité douteuse ; il tient à les encadrer par des hommes aux idées saines et à la discipline éprouvée. Stimulé par l'exemple du roi de France Charles X, qui entretient à son service plusieurs régiments suisses, il se met en relations avec les autorités de quelques cantons qui acceptent d'entrer dans ses vues ¹.

De 1825 à 1830, quatre régiments sont constitués. Leur effectif est fixé à 1450 hommes, répartis en deux bataillons d'égale force. Ils font l'objet de capitulations, c'est-à-dire d'un contrat d'Etat à Etat, leur assurant un statut bilatéral bien défini avec une justice autonome et les distinguant des troupes mercenaires, levées à titre privé.

La première capitulation est signée le 5 mai 1825 avec le canton de Lucerne, et ce premier régiment a pour colonel Louis de Sonnenberg. En novembre de la même année, Fribourg et Soleure fournissent le deuxième régiment, qui est confié au colonel Charles-Emmanuel Von der Weid. Le troisième régiment échoit aux cantons du Valais et des Grisons, chacun pour un bataillon. Dans la liste de ses colonels se succéderont les Valaisans Eugène de Stockalper (1829-1840), Pierre-Marie Dufour (1840-1848), Augustin de Riedmatten (1848-1852), Edouard de Wolff (1855-1859) ². En 1828, le canton de Berne accepte de lever le quatrième régiment avec le colonel Albert de Wyttenbach.

¹ Voir à ce sujet A. Maag, *Geschichte der Schweizertruppen in neapolitanischen Diensten 1825-1861*, Zurich, 1909, 791 p., et H. Ganter, *Histoire des régiments suisses au service d'Angleterre, de Naples et de Rome*, Genève, 1906, 500 p.

² Sur les généraux Wolff et Dufour, voir les notices de P. de Rivaz, dans *Ann. Val.*, 1934, pp. 224-229 et 324-329.

De nombreux Valaisans s'enrôlèrent de 1826 à 1860 au service des trois derniers rois des Deux-Siciles³. Sur le tableau des officiers l'on peut relever, dans les grades supérieurs :

— le lieutenant-général Augustin de Riedmatten, le maréchal de camp Eugène de Stockalper, qui fut inspecteur des régiments suisses et gouverneur de Naples ;

— les généraux-brigadiers Pierre-Marie Dufour et Edouard de Wolff ;

— le lieutenant-colonel François-Antoine de Werra, les majors Pierre Evéquoz et Pierre de Wolff ;

— les capitaines Isidore de Chastonay, Oscar et Joseph de Cocatrix, François Delacoste, Joseph Delasoie, Pierre-Aloys Duc, César et Eugène Ducrey, Chrétien Gattlen, Ignace de Montheys, Grégoire Perrig, Antoine-Ignace et François de Preux, Louis Riche, Gaspard de Sépibus, Eugène, Paul, Auguste, Charles et Adolphe de Stockalper, tous fils du maréchal de Stockalper, Charles-Louis et Ferdinand de Torrenté, Eugène et Joseph-Marie de Werra.

Au moment où les régiments suisses de Naples achèvent leur formation et prennent leurs quartiers dans les garnisons qui leur sont assignées, la révolte éclate en juillet 1830, à Paris, et chasse les Bourbons du trône de France. Cet exemple enhardit les partis avancés du nord de l'Italie. En février 1831, le duché de Modène se soulève, et l'insurrection se propage dans le duché de Parme, dans les Légations pontificales, dans les Marches où un gouvernement provisoire est constitué à Ancône avec l'agitateur Terenzio Mamiani. Grégoire XVI, qui vient de succéder à l'éphémère Pie VIII, se résigne à demander l'intervention des troupes autrichiennes cantonnées à Plaisance et à Bologne. Après quelques combats, l'ordre ne tarde pas à être rétabli. L'on découvre parmi les conspirateurs le prince Louis-Napoléon, carbonaro notoire, le futur Napoléon III. Par une singulière fantaisie du sort, il échappe à une arrestation grâce à la complaisance de l'archevêque de Spolète, Mgr Mastai, le futur Pie IX, qui l'héberge et lui procure les moyens de s'évader⁴.

C'est l'époque où commence en Italie le grand mouvement du « Risorgimento ». Des novateurs de toutes nuances agissent peu à peu au grand jour, s'efforçant de propager leurs principes de liberté politique et d'unification. Ils se divisent en deux camps principaux : les uns, animés par le génois Mazzini⁵, qui fonda en

³ J.-B. Bertrand, *Valaisans au service de Naples*, dans *Almanach du Valais*, 1920, pp. 41-48.

⁴ Voir F. Hayward, *Garibaldi*, Paris, 1933, 346 p., et *Pie IX et son temps*, Paris, 1948, 439 p.

⁵ Voir B. Croce, *Histoire de l'Europe au XIX^e siècle*, trad. H. Bedarida, Paris, 1959, 355 p.

1831 la « Jeune Italie », visent à substituer des républiques aux monarchies existantes ; les autres, « les Réformistes », dirigés par le bouillant abbé Gioberti et le séduisant marquis Massimo d'Azeglio, demandent l'établissement d'un régime constitutionnel et la formation d'une confédération italienne, dont le pape aurait la direction morale, et le roi de Piémont, la direction politique et militaire. Une résolution commune les réunit : bouter d'abord les Autrichiens hors de l'Italie.

L'on voit dans quelles circonstances équivoques les régiments suisses de Naples vont poursuivre leur activité. Il est prévisible qu'ils auront moins à défendre le royaume des Deux-Siciles contre une agression étrangère qu'à protéger une monarchie contre les aspirations libérales et démocratiques d'une bonne partie de ses sujets. La Sicile, en particulier, supporte mal d'être rattachée au trône des Bourbons de Naples et n'attend qu'une occasion propice de se donner un gouvernement indépendant. Elle s'apprête à créer de multiples difficultés au roi Ferdinand II, qui gouverne depuis 1830.

Pendant quelques années, la polémique entre défenseurs de l'ancien régime et partisans d'un ordre nouveau se maintient sur le plan idéologique au milieu de quelques échauffourées. Dès 1846, Réformistes et Mazziniens trouvent un puissant auxiliaire en la personne de Pie IX, qui succède à l'absolutiste Grégoire XVI. Le nouveau pontife inaugure son règne par une amnistie générale qui libère de prison de nombreux détenus politiques ; il institue une Consulte d'Etat et procède à de nombreuses réformes libérales. Ces mesures lui valent une immense popularité du nord au sud de la péninsule ; son nom devient le cri de ralliement et de guerre des patriotes exaltés ⁶.

Révoltes à Naples et en Sicile 1848-1849

En janvier 1848, des émeutes éclatent à Palerme et à Messine. La Sicile proclame la déchéance des Bourbons et organise un gouvernement provisoire. La tension augmente dans la ville de Naples et les menaces d'une insurrection se précisent. Contraint par les circonstances, le roi Ferdinand II accepte de donner une constitution libérale à ses sujets, mais se montre peu pressé de l'appliquer.

La révolte de février 1848 à Paris, qui amène la chute des Orléans et instaure la Deuxième République ; celle de mars, à Vienne, qui provoque le départ précipité du fameux chancelier Metternich, échauffent de plus en plus les esprits à travers la péninsule italienne. Les duchés de Parme et de Modène forcent

⁶ F. Hayward, *Pie IX...*, pp. 43 et suiv.



Eugène de Stockalper
(1783-1852)

Maréchal de camp au service de Naples
(Lithographie par P. Dura)

leurs souverains à abandonner leurs trônes ; Milan et Venise se soulèvent et contraignent les garnisons autrichiennes à évacuer leurs territoires. Ces quatre États demandent leur réunion au royaume sarde.

Le 15 mai, une insurrection générale transforme la ville de Naples en un violent champ de bataille. Avec une partie de l'armée nationale restée fidèle au roi Ferdinand II, les quatre régiments suisses, ayant à leur tête le général Eugène de Stockalper, contribuent efficacement à vaincre les révolutionnaires dans de meurtriers combats de rue, qui se prolongent dans la nuit. A la suite de cette répression, les Suisses sont l'objet d'accusations calomnieuses qu'une enquête impartiale, menée dans les deux camps, réduit à néant ⁷.

Emporté par le mouvement populaire, le roi du Piémont, Charles-Albert, est entré en guerre contre l'Autriche. A sa petite armée sont venus se joindre des contingents napolitains, commandés par le général Pepe, et une division pontificale aux ordres du général Durando. La campagne débute par quelques succès. Refoulé au-delà du Mincio, le maréchal autrichien Radetzky se retranche dans le fameux quadrilatère de Vérone, en attendant les renforts que lui amène le général Nugent. Il profite des hésitations de son adversaire, « le roi tâtonneur », pour lui infliger une défaite sanglante à Custozza, les 24 et 25 juillet 1848. Le condottiere Garibaldi, qui vient de rentrer de l'Amérique du Sud et qui a débarqué à Gênes au début de juillet, accourt à la tête d'un corps de volontaires. Il manœuvre adroitement du côté de Bergame et tient en échec jusqu'à fin août un corps autrichien qui finit par le refouler sur le territoire du Tessin. La défaite piémontaise permet pour la seconde fois le rétablissement de la monarchie dans les États du nord de l'Italie ⁸.

Dans la confusion que provoquent ces événements, la Sicile croit le moment favorable à l'accomplissement de ses desseins séparatistes. Elle se donne un parlement et offre la couronne royale au duc de Gênes, deuxième fils du roi Charles-Albert. Le roi Ferdinand II ne manque pas de réagir immédiatement, et ordonne la mise sur pied de guerre d'une partie de ses troupes, afin de rétablir son autorité dans l'île rebelle. Il réunit près de 14 000 hommes sous les ordres du lieutenant-général Filangieri, prince de Satriano, répartis dans les divisions des généraux Pronio et Nunziante. Dans la division de Nunziante, la première brigade est commandée par le général Lanza qui choisit le capitaine François-Antoine de Werra comme adjudant-major ; la deuxième

⁷ A. Maag, *op. cit.*, pp. 47 et suiv. ; pp. 642 et suiv.

⁸ F. Hayward, *Garibaldi*, pp. 59 et suiv. ; G. Del Bono, *La campagna del 1848*, dans *Garibaldi Condottiero*, publ. par le ministère de la Guerre, Rome, 1932, pp. 63 et suiv.

est commandée par le général Busacca et comprend dans ses rangs les régiments suisses de Riedmatten et de Muralt (3^e et 4^e suisses) ⁹.

Le colonel Augustin de Riedmatten est entouré de plusieurs officiers valaisans : le major Pierre Evéquo, le capitaine quartier-maître Ferdinand de Torrenté, les capitaines Edouard de Wolff, Pierre de Wolff, Eugène de Stockalper, fils du général du même nom, le chef d'artillerie Charles-Louis de Torrenté, l'adjudant-major César Ducrey, les lieutenants Joseph de Cocatrix, Aloys Duc, Eugène Ducrey, Joseph Dufour, Grégoire Perrig, Maurice de Riedmatten, Paul et Charles de Stockalper, Eugène de Werra.

L'expédition a comme premier objectif de soumettre la ville de Messine. L'armée quitte Naples dans la nuit du 30 août et, le jour suivant, une partie des troupes, avec le premier bataillon du régiment de Riedmatten, débarque à proximité de la place, tandis que l'autre partie, avec le deuxième bataillon du même régiment, aborde à Reggio, sur la côte de Calabre, en attendant l'ordre de passer sur le territoire sicilien. Après un bombardement répété du côté de la mer et des opérations bien menées sur le front de terre, Messine capitule le 7 septembre. Le premier bataillon valaisan s'est distingué dans cette action par sa vaillance et sa témérité ; les exploits du capitaine Edouard de Wolff, promu major, et de son lieutenant Paul de Stockalper ont contribué, dans leur secteur, au succès de l'entreprise. Le bombardement de Messine attache au roi Ferdinand II le surnom de « Bomba » ¹⁰.

Deux mois plus tard, la révolution éclate à Rome. Le principal ministre de Pie IX, Pellegrino Rossi, est assassiné dans le palais de la Chancellerie, et le pape, par mesure de prudence, s'enfuit à Gaëte, où il est accueilli par le commandant de la place, le vieux général Samuel Gross ¹¹, et son adjudant, le capitaine Félix de Schumacher. Une junte républicaine prend en main le gouvernement de Rome, sous l'autorité d'un triumvirat, dont Mazzini devient le partenaire le plus actif. Le général Avezzana, nommé ministre de la Guerre, est chargé de constituer une petite armée capable d'assurer la défense de la ville. Il incorpore dans ses troupes Garibaldi et son contingent de volontaires.

Ces bouleversements exaltent les Piémontais qui poussent leur roi Charles-Albert à reprendre l'offensive contre les Autrichiens. La campagne dure trois jours, et le maréchal Radetzky écrase une nouvelle fois son adversaire à Novare, le 23 mars 1849. Le

⁹ A. Maag, *op. cit.*, pp. 146 et suiv. — Voir en Annexe A : le tableau de l'« Armée napolitaine dans l'Expédition de Sicile en 1848 », et en Annexe B : le « Corps des officiers du 3^e régiment suisse au service de Naples en septembre 1848 ».

¹⁰ *Ibidem*, p. 185.

¹¹ F. Imer, *La bannière de la Neuveville sur les champs de bataille*, dans *Revue des Amis de Versailles*, n° 21 (1964), pp. 46-47.

malheureux souverain abdique en faveur de son fils Victor-Emmanuel, qui inaugure, dans des circonstances difficiles, son rôle de futur unificateur de l'Italie ¹².

La Sicile n'en persiste pas moins dans sa rébellion et refuse de dissoudre son gouvernement indépendant. Elle a mobilisé une force armée de près de vingt mille hommes et a fait des travaux de défense à Palerme et à Catane. Ferdinand II ordonne la reprise des hostilités, à fin mars, par les troupes du lieutenant-général Filangieri cantonnées à Messine et à Reggio, sous la protection de la petite flotte de l'amiral Lettieri. Les régiments de Riedmatten et de Muralt participent de nouveau à cette expédition. Elle débute par le siège de Catane. La place oppose une vigoureuse résistance, mais elle doit se rendre le 7 avril déjà. Après ce succès, l'armée napolitaine se dirige sur Palerme en traversant l'île par Caltagirone, Caltanissetta, Santa Catarina et Lercara, sans être sérieusement inquiétée par des bandes révolutionnaires qui la harcèlent le long de la route. Palerme est investie au début de mai ; elle se défend mollement et fait sa soumission le 15 du mois. Par de sages mesures, le lieutenant-général Filangieri rétablit l'autorité du roi dans la ville. Le régiment de Riedmatten est désigné pour y tenir garnison ; il y restera jusqu'en février 1850 ¹³.

Période de 1849 à 1859

Pie IX prolonge son exil à Gaëte, d'où il organise la reprise de sa capitale romaine. Il fait appel aux puissances catholiques qui répondent favorablement à ses demandes de secours. Pour sa part, Ferdinand II envoie plusieurs unités sur le territoire pontifical ; il y adjoint le premier et le deuxième régiments suisses. Ces troupes s'avancent jusqu'à Velletri. Elles s'y heurtent à Garibaldi, à la tête de ses volontaires, qui les force à battre en retraite.

Dans le but d'enlever aux Autrichiens l'initiative des opérations contre la République romaine de Mazzini, la France, présidée alors par l'ancien carbonaro Louis-Napoléon, débarque à Civitavecchia une division aux ordres du général Oudinot. Rome est assiégée et reconquise le 3 juillet 1849. Les chefs républicains sont dispersés, et Garibaldi s'enfuit du côté de Ravenne où sa femme Anita, qui l'accompagne, meurt d'épuisement dans une ferme isolée, tandis que lui-même échappe de justesse à un détachement autrichien qui le poursuit ¹⁴. Pie IX est rétabli dans

¹² B. Croce, *op. cit.*, pp. 186 et suiv. ; p. 224.

¹³ A. Maag, *op. cit.*, pp. 248 et suiv.

¹⁴ F. Hayward, *Garibaldi*, pp. 97 et suiv.

ses droits ; il nomme un gouvernement provisoire et diffère son retour jusqu'au mois d'avril 1850.

Les Suisses des quatre régiments au service de Naples ont accompli une mission ingrate et difficile pendant les années 1848 et 1849, au milieu d'une population qui ne cache pas ses sentiments d'hostilité. Ils ont eu par contre l'avantage de ne pas être impliqués dans la guerre du Sonderbund de 1847, qui a opposé, dans leur patrie, catholiques et protestants, conservateurs et libéraux. Les Valaisans, en particulier, ont évité de participer aux luttes intestines dont leur canton a été le théâtre dans les années 1840 et 1844. Les changements politiques, qui en ont été la conséquence, vont leur réserver des difficultés inattendues.

La Confédération helvétique a suivi le mouvement des révolutions européennes de 1848. Le pacte de 1815 a été remplacé par une nouvelle constitution transformant la Suisse en un Etat fédératif. Les vingt-deux cantons sont soumis désormais à un gouvernement central, et l'ancienne diète est remplacée par un parlement de deux Chambres. Le parti majoritaire s'empresse de condamner le service étranger, et l'article 11 de la constitution interdit les capitulations. En 1849, quinze mille pétitionnaires exigent des Chambres fédérales « la résiliation immédiate des capitulations existantes » et l'interdiction de « tout recrutement pour le service militaire étranger ». Après d'orageuses discussions, une solution dilatoire finit par être adoptée afin de ne pas forcer les cantons intéressés à rompre leurs engagements avec le royaume des Deux-Siciles qui n'échoient qu'en 1859 ; de ne pas grever non plus la caisse centrale des pensions dues aux hommes qui seraient licenciés. Les enrôlements ne cessent pas pour autant dans les dépôts de recrutement établis hors des frontières ; ils ont un tel succès qu'un nouveau bataillon suisse, le 13^e de chasseurs, est formé, en 1850, sous les ordres du lieutenant-colonel Sigismond Lombard, puis du lieutenant-colonel Jean-Luc de Mechel.

Il n'en résulte pas moins que la composition et l'esprit des quatre régiments suisses de Naples se détériorent insensiblement. En raison de formalités tracassières qui entravent les enrôlements, l'on accepte des sujets de valeur douteuse et de provenance étrangère. De son côté, Ferdinand II se désintéresse peu à peu de son armée dont la discipline, énervée par les idées nouvelles de liberté, va se relâchant. De 1850 à 1859, les régiments suisses ne font plus qu'un service de garnison qui est funeste au maintien des vertus militaires.

Dans le courant de l'année 1859, le gouvernement fédéral décide d'ôter leur caractère national aux régiments capitulés ; il obtient du roi de Naples la suppression, sur leurs drapeaux, des couleurs nationales et des armoiries des cantons. Cette exigence vexatoire provoque un violent mécontentement qui finit par dégénérer en une mutinerie dans une partie des troupes. Le gou-

vernement napolitain décide alors de licencier et de rapatrier tous les soldats suisses qui désirent quitter son service ¹⁵.

Garibaldi en Sicile et dans le royaume de Naples

Le roi Ferdinand II meurt le 22 mai 1859, laissant la couronne à son fils François II, qui vient d'épouser la princesse de Bavière Marie-Sophie, sœur de l'impératrice Elisabeth d'Autriche. Le nouveau souverain prend le pouvoir dans des circonstances difficiles. Il perd en particulier ses meilleurs défenseurs au moment où, dans le nord de l'Italie, le roi Victor-Emmanuel, entraîné par son remuant ministre Cavour ¹⁶, poursuit plus activement sa politique d'unification en s'appuyant sur Napoléon III. Bien que les capitulations soient arrivées à leur terme, François II réussit à retenir un nombre suffisant d'officiers et de soldats suisses pour en constituer trois bataillons de *Carabinieri leggeri*, de 1350 hommes chacun. Les Valaisans restés à Naples sont incorporés dans le deuxième de ces bataillons aux ordres du lieutenant-colonel François-Antoine de Werra, entouré des capitaines Eugène Ducrey, Joseph de Stockalper, Eugène de Werra, des lieutenants Frédéric Biollay, Charles de Bons, Amé de Cocatrix, Maurice de Stockalper.

Tandis que l'armée napolitaine se réorganise, la guerre éclate dans la plaine du Pô. Dans une campagne de deux mois, Napoléon III et Victor-Emmanuel remportent sur les Autrichiens les victoires de Magenta (4 juin) et de Solferino (24 juin). Le Milanais est occupé ; les duchés de Parme et Modène, ainsi que le grand-duché de Toscane, chassent définitivement leurs souverains, et redemandent leur annexion au royaume de Piémont-Sardaigne. Les Légations pontificales suivent leur exemple et se donnent un gouvernement provisoire. Dès mars 1860, toute l'Italie du nord, la Vénétie exceptée, est réunie sous le sceptre de la Maison de Savoie, avec l'appui et l'assentiment de Napoléon III, qui reçoit en contrepartie le comté de Nice et la province de Savoie. Ces conquêtes ne suffisent pas à Cavour et aux patriotes exaltés ; ils en veulent à l'empereur des Français de n'avoir pas profité de la défaite autrichienne pour s'emparer aussi de la Vénétie, qui leur avait été promise. Bravant les réactions possibles des chancelleries européennes, ils décident de s'attaquer au royaume des Deux-Siciles. Les nombreux partisans qu'ils ont dans l'Italie du sud les ont renseignés sur les sentiments révolutionnaires de la majeure partie de la population et sur la fidélité chancelante des troupes bourbonniennes. D'entente avec Cavour et le

¹⁵ B. Van Muyden, *La Suisse sous le pacte de 1815*, Lausanne et Paris, 1890, pp. 559 et suiv.

¹⁶ B. Croce, *op. cit.*, pp. 224 et suiv. — Voir aussi M. Paléologue, *Cavour*, Paris, 1926, 328 p.

gouvernement de Turin, Garibaldi prépare à Gênes une expédition destinée à provoquer un soulèvement général en Sicile et sur le territoire napolitain, voire à s'en emparer si les circonstances le favorisent.

Depuis sa fuite en 1849, Garibaldi est reparti en Amérique où, parmi d'autres occupations, il a fabriqué des chandelles à New York, s'est engagé sur des bateaux de transport, a caboté au Pérou, puis le long des côtes chinoises sans se désintéresser pour autant du sort de sa patrie. Les nouvelles favorables qu'il en reçoit le décident à revenir ; il achète dans l'île de Caprera, au nord de la Sardaigne, un petit domaine où il s'installe. La guerre de 1859 lui a donné l'occasion de réapparaître en Lombardie, à la tête d'un corps de partisans, « les Chasseurs des Alpes », avec lesquels il se distingue dans des combats autour de Varèse, Côme, et près du lac de Garde. La paix conclue, il est impatient de repartir pour de nouvelles aventures qui doivent contribuer à l'unification de sa patrie et à l'accélérer, en dépit des tergiversations de l'empereur Napoléon III ¹⁷.

Accompagné d'un peu plus de mille partisans résolus, les fameuses « Chemises rouges », le condottiere quitte le port de Gênes à l'aube du 5 mai 1860. Il échappe à la surveillance assez lâche des patrouilles de la flotte napolitaine et aborde à Marsala, à la pointe ouest de la Sicile. Il se dirige immédiatement sur Salemi, où le rejoignent des bandes d'insurgés, les *picciotti*, qu'il amalgame à sa troupe. Des éclaireurs lui signalent la présence d'un détachement bourbonien à Calatafimi. Sans hésiter, il s'y précipite et, dans une rencontre très vive, il disperse les soldats du capitaine Sforza. Par Alcamo et Partinico, il poursuit sa marche et arrive bientôt sur les hauteurs qui dominent la baie de Palerme. Il regroupe sa colonne et la complète par des renforts qui lui viennent de l'intérieur de l'île ou qui ont débarqué clandestinement entre Palerme et Termini.

François II a confié la défense de la capitale de la Sicile au lieutenant-général Lanza, auquel il a envoyé plusieurs unités de l'armée. Au milieu de celles-ci se trouve le 3^e bataillon étranger commandé par le colonel de Mechel. Lanza dispose ainsi de près de vingt mille hommes ; mais surpris par la rapidité de la marche de Garibaldi, il hésite sur les mesures à prendre en face d'une population en majorité hostile et prête à faire cause commune avec l'envahisseur. Il se décide à concentrer ses forces dans les quartiers principaux et dans les environs immédiats de la ville. Afin de dérouter l'avance garibaldienne, il fait partir en direction du sud, sur la route de Corleone, une forte colonne aux ordres du colonel de Mechel et du major del Bosco. Garibaldi, renseigné

¹⁷ Voir C. Rocca, *La campagna del 1859*, dans *Garibaldi Condottiero*, pp. 87 et suiv. ; R. Corselli, *La campagna del 1860*, 1^{re} partie, *ibidem*, pp. 173 et suiv. ; G. Reisoli, *La campagna del 1860*, 11^e partie, *ibidem*, pp. 241 et suiv.

par ses nombreux espions, réussit à l'éviter et, par des chemins détournés et à peine praticables, il atteint et occupe Misilmeri, au levant de Palerme. De cette position, il envoie des détachements dans le faubourg de la cité, où les accueillent et les guident des chefs d'insurgés.

Dans la nuit du 26 mai, Garibaldi parvient à pénétrer dans la ville par les portes Termini et Sant'Antonio. Des combats de plus en plus meurtriers se déclenchent sur plusieurs points, à travers les rues encombrées de barricades et balayées par la fusillade. Les pertes sont sensibles dans les deux camps. Lanza est incapable de coordonner les mouvements de ses unités, dont l'action est entravée par des commandos d'insurgés sans cesse renouvelés. En désespoir de cause, il donne l'ordre au général Briganti, qui occupe le fort de Castellammare, de bombarder la cité. Les nouveaux renforts qu'il reçoit, tels le deuxième et le troisième bataillons étrangers, ne suffisent pas à redresser la situation de plus en plus confuse. Dans la soirée du 29, Lanza, jugeant sa position intenable, demande un armistice à Garibaldi. Le condottiere, à bout de munitions, s'empresse d'accepter. C'est le moment où la colonne de Mechel rentre à Palerme après sa marche inutile sur Corleone et s'apprête à intervenir dans la mêlée. Les pourparlers engagés immobilisent cette unité, dont l'action aurait pu être fatale aux Garibaldiens. Lanza demande au contraire une prolongation d'armistice, puis se résigne à capituler par une convention signée le 6 juin. Les troupes bourbonniennes sont autorisées à s'embarquer pour Naples. Les trois régiments étrangers quittent Palerme le 19 juin.

Garibaldi se proclame dictateur de la Sicile au nom du roi Victor-Emmanuel. Il constitue un gouvernement provisoire, dont il alimente la caisse en faisant main basse sur cinq millions de ducats déposés à la Banque royale. Les mesures qu'il doit prendre pour réorganiser ses troupes et rétablir l'ordre le retiennent plus d'un mois à Palerme, sans qu'il soit inquiet. On l'informe cependant qu'une petite armée napolitaine est arrivée de Catane et s'est concentrée près de Messine, sous le commandement du général Clary, qui a dépêché une avant-garde dans la place forte de Milazzo. Garibaldi, à la tête de ses meilleurs soldats que viennent renforcer trois mille volontaires amenés par son lieutenant Medici, attaque Milazzo et s'en empare à la suite d'un combat acharné. Le général Clary ne peut pas empêcher son adversaire de pénétrer dans Messine, dont la citadelle résiste victorieusement et refuse de capituler.

Les Garibaldiens établissent leur camp au cap Faro, en attendant les préparatifs nécessaires à un débarquement sur les côtes de Calabre. Ils traversent le détroit de Messine dans la nuit du 19 au 20 août, et poursuivent leur marche le long du littoral, après avoir occupé Reggio à peine défendu par le général Gallotti,

et désarmé les divisions bourbonniennes Briganti et Melendez. L'armée de François II en Calabre est en pleine désagrégation. Le général en chef Vial ne se soucie pas d'organiser une défense un peu cohérente, et son adjoint, le général Ghio, qui dispose de près de dix mille hommes autour de Cosenza, se laisse encercler et se rend après un simulacre de résistance. Garibaldi peut ainsi poursuivre sa marche triomphale jusqu'à Salerne qu'il atteint le 7 septembre ; il entre à Naples le jour suivant. Partout on l'accueille avec un enthousiasme délirant et on le proclame « le Rédempteur de l'Italie »¹⁸.

Sur les conseils de ses principaux ministres, François II, de plus en plus désemparé, s'est réfugié dans la place forte de Gaëte et a chargé le maréchal Ritucci de rassembler les troupes restées fidèles le long du Volturne, en s'appuyant sur la forteresse de Capoue. Il croit pouvoir compter sur une aide de l'armée pontificale que constituent en ce moment Mgr de Mérode, nouveau ministre des Armes de Pie IX, et le général français Christophe de Lamoricière.

De son côté, Garibaldi établit son quartier général à Caserte, résidence royale, et met en ligne ses quatre divisions : Türr, Cosenz, Medici et Bixio, entre les localités de Santa Maria et de Sant'Agatha. Bixio, à l'aile droite, fait face au colonel suisse de Mechel, promu récemment général, à la tête d'une division qui compte dans ses rangs les trois bataillons étrangers.

Sur ces entrefaites, une armée piémontaise de près de trente-cinq mille hommes a envahi le territoire pontifical, et avance dans les Marches et l'Ombrie. Elle écrase les troupes de Pie IX à Castelfidardo le 18 septembre et s'empare du port d'Ancône. Sans être inquiétée par le corps d'occupation français de Rome, elle poursuit sa marche à travers les Abruzzes et se dirige sur Naples.

Garibaldi, qui tient à agir en toute indépendance, déclenche une bataille générale sur le Volturne. Pendant douze heures, l'on combat vaillamment dans les deux camps. A l'aile gauche napolitaine, de Mechel et ses bataillons attaquent avec succès la division Bixio à Ponte della Valle, près de Maddaloni, la culbute et l'enfonce. Il s'en faut de peu qu'ils ne s'emparent de Garibaldi accouru à la rescousse avec un détachement de réserve. Ce succès local ne suffit pas à assurer la victoire ; les troupes de François II finissent par être rejetées sur la rive droite du Volturne ou refoulées sur la place de Capoue¹⁹.

Le 21 octobre, par un plébiscite, les électeurs des Deux-Siciles votent leur annexion aux États du roi Victor-Emmanuel. Ce même

¹⁸ F. Hayward, *Garibaldi*, pp. 223 et suiv.

¹⁹ A. Maag, *op. cit.*, pp. 521 et suiv. ; F. Hayward, *Garibaldi*, pp. 249 et suiv.

jour, les Piémontais commandés par le général Cialdini attaquent les Bourbonniens sur le Macerone et les forcent à se replier derrière le Garigliano. Victor-Emmanuel a rejoint son armée et, le 26, à Cajanello, près de Teano, il rencontre Garibaldi que l'on couvre de louanges, mais à qui l'on fait comprendre que son rôle est terminé. Le condottiere cache son dépit et s'embarque le 9 novembre pour Caprera.

La chute de Capoue, le 2 novembre, provoque la retraite générale des troupes bourbonniennes, menacées dans leur dos par celles de Cialdini. Une partie réussit à se replier sur Gaëte, tandis que seize mille hommes sont refoulés sur le territoire pontifical où ils sont internés. La plupart des Suisses, conduits par le lieutenant-colonel François-Antoine de Werra, sont de ce nombre. Quelques Valaisans rejoignent le roi François II dans son ultime refuge : le lieutenant-général Augustin de Riedmatten, le capitaine Eugène Ducrey, le lieutenant Amé de Cocatrix.

Le siège de Gaëte

Dans la première quinzaine de novembre, la place de Gaëte est bloquée du côté de la terre, tandis que le côté de la mer reste sous la protection d'une flotte française aux ordres de l'amiral Lebarbier de Tinan.

François II est entouré de son épouse, la vaillante reine Marie-Sophie, de ses frères les comtes de Trani et de Caserte, de son oncle le comte de Trapani, et de quelques officiers supérieurs qui n'ont pas donné leur démission ou trahi leur souverain, à l'exemple des Barbalonga, Colonna, Salzano. La plupart des diplomates étrangers ont obtenu l'autorisation de se réfugier à Rome, en attendant la suite des événements. Seuls les ambassadeurs d'Espagne et d'Autriche, ainsi que le nonce, se font un devoir d'assister le malheureux François II dans son dernier bastion.

La défense de la place est partagée en deux commandements. Le front de terre, pourvu de 179 bouches à feu, est confié au lieutenant-général de Riedmatten ; le front de mer, avec ses 142 bouches à feu, est placé sous les ordres du lieutenant-général Sigrist.

Les Piémontais, commandés par le général Cialdini, investissent la place par le nord, mais, comme leur artillerie est encore insuffisante, ils doivent employer le mois de novembre à la compléter et à mettre en position leurs batteries. Les assiégés tentent quelques sorties pour gêner les travaux de l'ennemi et détruire leurs postes avancés. Le 29 novembre, une reconnaissance, conduite par le lieutenant-colonel suisse Migy et le capitaine Steiner, à la tête d'un fort contingent des bataillons étran-



Augustin de Riedmatten
(1796-1867)
Général au service des Deux-Siciles
(Sion, Musée de Valère)

gers, est couronnée de succès, mais le lieutenant-colonel Migy est ramené mortellement blessé. En représailles, l'ennemi ouvre le feu contre la place et le continue pendant les jours suivants. Il a l'avantage de posséder des pièces rayées, alors que les Bourbonniens en sont à peu près dépourvus.

Le 8 décembre, le roi François II adresse une proclamation à ses peuples :

« De cette place où je défends, plus que ma couronne, l'indépendance de la patrie commune, votre souverain élève la voix pour vous consoler dans vos misères et vous promettre des temps plus heureux... Je suis un prince qui est vôtre et qui a tout sacrifié à son désir de conserver parmi ses sujets la paix, la concorde et la prospérité... Ce ne sont pas les discordes intestines qui m'arrachent mon royaume, mais je suis vaincu par l'injustifiable invasion d'un ennemi étranger... Unissez-vous autour du trône de vos pères... J'ai confiance dans la justice de la Providence, et quel que soit mon sort, je resterai fidèle à mes peuples comme aux institutions que je leur ai accordées... Défenseur de l'indépendance de la patrie, je demeure et je combats ici pour ne point abandonner un dépôt si sacré et si cher... »

Des pluies torrentielles se mettent à tomber au milieu de décembre, augmentant l'inconfort dans lequel vivent les assiégés, qui ont cherché un refuge dans les casemates ou dans des abris de fortune. Il faut commencer bientôt à rationner les vivres. Les malades se multiplient et manquent de soins. Le bombardement ennemi devient de plus en plus intense ; il est particulièrement violent et meurtrier le jour de Noël et dans la semaine qui suit. Les batteries bourbonniennes renvoient coup pour coup à celles des assiégeants, mais, en vue d'économiser les munitions, elles doivent espacer leurs tirs. Les défenseurs de François II ne se découragent pas pour autant et remplissent courageusement leur devoir. Ils sont peu nombreux à profiter de la possibilité que leur donne le roi de sortir de la place s'ils ne se sentent plus disposés à associer leur sort au sien.

A l'occasion du 1^{er} janvier 1861, les officiers renouvellent au roi leurs témoignages de fidélité dans une adresse émouvante :

« Sire,

« Au milieu des malheureux événements dont la tristesse des temps nous a faits les spectateurs affligés et indignés, nous soussignés, officiers de la garnison de Gaëte, nous venons, unis dans une ferme volonté, renouveler l'hommage de notre foi devant votre trône, rendu plus vulnérable et plus splendide par l'infortune... Que notre destinée soit près de se décider ou qu'une longue série de souffrances et de luttes nous attende encore, nous affronterons le sort avec résignation et sans peur ; avec le calme fier et digne qui convient à des soldats, nous irons au-

devant des joies du triomphe ou à la mort des braves, en poussant notre vieux cri de « Vive le roi ! » ²⁰.

Dès le début de la nouvelle année, les batteries piémontaises multiplient leurs attaques et se relayent jour après jour. Leur tir est particulièrement intense le 8 janvier, où l'on compte plus de six mille coups, alors que la place ne riposte que par deux mille cinq cents. La situation des assiégés devient de plus en plus précaire. La disette s'accroît, le nombre des tués et des blessés ne cesse d'augmenter, les malades ne peuvent plus être soignés, les décombres s'accumulent et la pluie persistante ajoute encore à la détresse générale. L'écrivain D'Annunzio nous en brosse une image saisissante :

« C'était le siège avec toutes ses horreurs dans la ville encombrée de soldats, de chevaux et de mulets, dépourvue de vivres et d'argent, armée d'armes faibles ou inutiles, travaillée par le typhus et la félonie. Les pluies torrentielles l'emplissaient d'une boue noirâtre où les bêtes de somme faméliques, errantes dans les rues, s'abattaient et agonisaient. Une grêle de fer la criblait, la démantelait, la renversait, l'incendiait, toujours plus épaisse et plus étourdissante, interrompue seulement par les courts armistices conclus pour ensevelir les cadavres déjà putréfiés... » ²¹.

La France intervient alors et propose un armistice qui doit durer jusqu'au 19 janvier ; elle veut amener François II à abandonner une résistance qui s'avère de plus en plus inutile. Les pourparlers ne donnent aucun résultat, et Napoléon III ordonne à l'amiral de Tinan de ramener ses vaisseaux, en abandonnant Gaëte à son sort fatal.

Comme les Piémontais n'avaient pas pu tenter une attaque en force durant la présence de la flotte française, Cialdini fait notifier le blocus aux assiégés, et ne cache pas son intention de bombarder la place sur le front de terre et sur le front de mer. De nouvelles batteries sont mises en position, et l'amiral Persano reçoit l'ordre de faire avancer ses vaisseaux. Le maréchal Ritucci, gouverneur de Gaëte, prend des mesures préventives. Le 22 janvier au matin, un coup de canon parti de la batterie *Regina*, où se trouve le poste de commandement du lieutenant-général de Riedmatten, donne le signal du feu à toutes les batteries du front de terre. Les Piémontais surpris ripostent avec leurs quinze batteries de canons rayés, dont le tir se fait de plus en plus précis et meurtrier. En même temps, l'amiral Persano, qui dispose de neuf bâtiments, décharge ses pièces contre le front de mer, qui réplique très efficacement et arrête bientôt l'agression ennemie. Le bombardement ne dure pas moins de huit heures, et plus de vingt mille coups sont échangés.

²⁰ Voir Ch. Garnier, *Journal du siège de Gaëte*, Paris, 1861, pp. 70 et suiv., pp. 92 et suiv.

²¹ G. D'Annunzio, *Les vierges aux rochers*, trad. Hérelle, Paris, pp. 163-164.

Le chroniqueur du siège rend hommage aux valeureux défenseurs :

« Officiers et soldats ont admirablement rempli leur devoir. Tout le monde se pressait au poste du péril, même ceux qui n'étaient point de service ce jour-là. Il est difficile de distinguer ceux qui se sont le mieux montrés..., mais je ne puis me dispenser de dire que toute la journée le général de Riedmatten s'est exposé avec une magnifique abnégation ; il n'y a pas une batterie qu'il n'ait visitée sous le feu le plus ardent et où il ne se soit arrêté avec un imperturbable sang-froid » ²².

La reine, de son côté, avait tenu à stimuler les canonniers par sa présence. D'Annunzio nous la présente :

« Elle portait au chapeau une petite plume verte et avait sur la gorge une grande émeraude. Elle s'avancait d'un pas audacieux, avec la souple grâce de ses dix-neuf ans, serrée dans un corsage splendide comme un corselet, souriante sous les plumes de son feutre. Un immense cri de joie saluait son apparition sur les esplanades où le fer grêlait. Sa présence avait sur les soldats un pouvoir magnétique et, lorsqu'elle était là, tous devenaient des lions » ²³.

Ajoutons qu'elle avait donné de graves soucis au général de Schumacher qui l'accompagnait dans cette périlleuse fantaisie.

Les succès de la journée du 22 janvier relèvent la confiance et le courage de la garnison, lorsque éclate une épidémie de typhus provoquée par la mauvaise nourriture, l'eau viciée, l'air étouffé des casemates surpeuplées et mal entretenues. Il y a bientôt huit cents malades dont le plus grand nombre ne peut être hébergé et soigné dans des hôpitaux insuffisants. Plusieurs généraux sont atteints : le gouverneur Ritucci, le ministre de la Guerre Casella, Sangro, l'aide de camp du roi, le lieutenant-général Sigrist, le lieutenant-général Ferrari.

Renseigné par des traîtres, Cialdini concentre le tir de ses canons sur la principale poudrière de Gaëte. Le 5 février au soir, elle explose dans un fracas épouvantable, et ouvre une énorme brèche entre le front de terre et celui de mer, ensevelissant sous les décombres près de deux cents soldats et habitants. Le général du génie Traversi est au nombre des victimes. Du côté de la mer, Persano renouvelle un bombardement qui n'est pas plus efficace que celui du 22 janvier.

Devant la gravité de la situation, le gouverneur Ritucci, affaibli par le typhus, réunit le 8 février les généraux et les chefs des batteries pour demander leur avis sur la possibilité d'une plus longue résistance. L'assemblée se prononçait pour la capitulation « quand le général de Riedmatten s'est élevé avec force

²² Ch. Garnier, *op. cit.*, p. 134.

²³ G. D'Annunzio, *op. cit.*, p. 166.

contre cette tendance, et a fait entendre de mâles paroles que plusieurs ont franchement appuyées. On a décidé qu'on résisterait encore » ²⁴.

L'on demande cependant une nouvelle trêve au général ennemi afin de remettre un peu d'ordre dans la place bouleversée et évacuer une partie des malades. L'armistice expire le 9 février, et le lendemain, les batteries piémontaises achèvent d'écraser Gaëte sous plus de dix mille bombes. La résistance devient désespérée, et des pourparlers sont engagés avec le général Cialdini en vue de fixer les conditions d'une reddition aussi honorable que possible. La capitulation est signée le 13 février, et la garnison obtient les honneurs militaires.

Le 14 février, François II et sa vaillante épouse s'embarquent sur la *Mouette*, un petit bâtiment français mis à leur disposition par Napoléon III, et se réfugient à Rome. Ils y sont paternellement accueillis par Pie IX qui leur cède momentanément le Quirinal, avant qu'ils puissent s'installer au palais Farnèse qui leur appartient ²⁵.

Les quelques Suisses de la garnison de Gaëte et ceux qui sont internés dans l'Etat pontifical sont évacués sur Gênes et rentrent dans leur pays par les cols alpestres.

II. AU SERVICE DE ROME

Période de 1832-1860

La chute de Gaëte, suivant de quelques mois la défaite de Castelfidardo, ainsi que la perte des Marches et de l'Ombrie, isolent au milieu de l'Italie le dernier territoire pontifical, et les chances de sa conservation deviennent de plus en plus problématiques. Tous les efforts qui ont été déployés depuis 1830 pour maintenir dans leur intégrité les Etats de l'Eglise se sont avérés illusoires en face du mouvement unitaire qui anime les populations de la péninsule italienne.

A la suite des émeutes qui ont éclaté en 1831 dans les Légations, en particulier à Bologne, et qui ont été réprimées par des troupes autrichiennes, le pape Grégoire XVI décide de constituer une petite armée de caractère international. Il fait appel à deux Suisses, anciens maréchaux de camp au service du roi Charles X, qui viennent d'être licenciés par la révolution parisienne de 1830, le comte François-Simon de Salis et le comte Eugène de Courten ; il les charge de mettre sur pied deux régiments d'infanterie

²⁴ Ch. Garnier, *op. cit.*, p. 165.

²⁵ Après la prise de Rome, en 1870, ils se réfugièrent en Autriche. François II mourut en 1894, et son épouse, en 1925, sans laisser de descendants.

de 2200 hommes, répartis en deux brigades de six compagnies. Ces régiments sont qualifiés d'étrangers, car ils peuvent enrôler des catholiques de toutes les nations, tout en donnant la préférence aux Suisses. Les capitulations sont signées à Lucerne, en présence du nonce, sans être présentées à la ratification de la Diète helvétique ²⁶.

Pour sa part, le colonel de Courten sollicite une autorisation de la Diète valaisanne et de la chancellerie épiscopale de Sion. Sa tâche n'est pas des plus aisées, et elle pâtit en particulier de la concurrence du service de Naples. Après des difficultés de toutes sortes et de multiples soucis, il réussit cependant à réunir à Ravenne, lieu de formation du régiment, un premier contingent de mille six cents hommes. Il appelle dans son état-major le lieutenant-colonel Théodose de Kalbermatten et les majors Michel Dufour et François-Prosper de Remy.

Les compagnies du premier bataillon ont pour capitaines : Ignace-Joseph Bell, Antoine Loffing, Charles Fallér, Théobald Theurillat, Ferdinand de Stockalper, Philippe de Schaller. Au second bataillon figurent les capitaines François Halter, François Meyer, Elie de Kalbermatten, Meinrad de Werra, Louis de Boccard, Edouard de Quartéry. Dans les grades inférieurs, l'on trouve les Valaisans : Eugène Allet, Louis Barman, Joseph Biollay, Charles de Bons, Adolphe, Eugène, Raphaël et Victor de Courten, Lucien Cropt, Joseph-Ferdinand Ducrey, Léon de Riedmatten, Antoine de Stockalper ²⁷.

Tandis que le régiment de Salis (1^{er} Etranger) est mis en garnison à Bologne, le régiment de Courten (2^e Etranger) débute dans son service à Forlì. Ils sont ainsi cantonnés dans les Légations, la province la plus turbulente et la moins soumise des Etats de l'Eglise, où les idées nouvelles d'indépendance et de liberté ont trouvé une audience favorable.

En 1834, le colonel de Courten, qui estime avoir accompli la mission dont le Saint-Père l'a chargé, donne sa démission. Il est remplacé à la tête du 2^e Etranger par le baron Théodose de Kalbermatten, nommé colonel.

Les Etats de l'Eglise ne sont pas épargnés par les courants libéraux et républicains qui agitent la péninsule italienne. Pontife aux principes absolutistes, Grégoire XVI ne se soucie pas de réformer son gouvernement ni d'améliorer le sort de ses sujets. Le marquis d'Azeglio, réformiste convaincu, procède en 1845 à une enquête dans une partie des Légations, l'ancienne Romagne,

²⁶ B. Van Muyden, *op. cit.*, pp. 569-570 ; H. Ganter, *op. cit.*, p. 457.

²⁷ Sion, Archives cant., Fonds de Courten, section B, cartons 24 et suiv. : Rapports et correspondance du général R. de Courten ; correspondance de Rome des frères Louis et Adolphe de Courten, officiers au service du Saint-Siège.

et publie un ouvrage qui fait grand bruit, *I Casi di Romagna*, dans lequel il dénonce les défauts multiples de l'administration pontificale²⁸.

Fidèles à leur consigne, les deux régiments étrangers réussissent cependant à maintenir l'ordre dans les régions qui dépendent des garnisons de Bologne et de Forlì, et à brimer les émeutes qui éclatent, surtout dans les années 1843 et 1844.

En 1846, Pie IX inaugure son pontificat par des mesures libérales qui, loin de calmer les esprits, ne font que donner une audace accrue aux révolutionnaires de toutes nuances. A son corps défendant, il est entraîné en 1848 dans la guerre qui oppose le Piémont à l'Autriche. L'armée du Saint-Siège, sous les ordres du général Durando qui a pour aide de camp le marquis d'Azeglio, pénètre dans la Vénétie, où elle va former l'aile droite de l'armée piémontaise du roi Charles-Albert. Commandés par le colonel Latour, les deux régiments étrangers, réunis en brigade, prennent part au combat victorieux de Vicence, le 26 mai, mais ils sont vaincus, le 11 juin, au Monte Berico et doivent repasser les frontières pontificales. La révolution qui éclate à Rome en automne de la même année, entraîne leur licenciement, après la fuite de Pie IX pour Gaète²⁹.

La reprise de Rome au début de juillet 1849 par le corps d'intervention français du général Oudinot permet de restaurer le gouvernement pontifical. Une commission exécutive est nommée à Gaète ; elle comprend les cardinaux della Genga, Vannicelli et Altieri. Le « triumvirat rouge » remplace le « triumvirat mazzinien ». Il prépare le retour de Pie IX à Rome en avril 1850.

Dans le nouveau ministère, le portefeuille de la Guerre est attribué d'abord au baron Théodore de Kalbermatten, qui reçoit la mission de reconstituer les deux régiments étrangers. Le nouveau ministre en confie le recrutement à son frère Guillaume, l'ancien commandant en chef des milices valaisannes dans la guerre du Sonderbund de 1847. Le premier régiment, qui incorpore un bataillon de gardes réuni en 1850, est rapidement formé. Le colonel de Kalbermatten, promu général-brigadier, en cède le commandement au colonel Kuntzli, de Saint-Gall, qui décède peu après. Il est remplacé par le lieutenant-colonel Raphaël de Courten, qui achève l'organisation de ce premier régiment. On le confie ensuite au colonel Antoine Schmidt, d'Uri, et le lieutenant-colonel de Courten, nommé colonel, est chargé de mettre sur pied le second régiment³⁰.

²⁸ Daniel-Rops, *L'Eglise des révolutions. En face de nouveaux destins 1789-1860*, Paris, 1960, pp. 429 et suiv. — Voir aussi A. de Saint-Albin, *Histoire de Pie IX et de son pontificat*, Paris, 1878-1879, 3 volumes.

²⁹ H. Ganter, *op. cit.*, pp. 461 et suiv.

³⁰ *Famille de Courten. Généalogie et services militaires*, Metz, 1885, pp. 200 et suiv.

La brigade du général de Kalbermatten, composée des régiments Schmidt et Courten, a de nombreux officiers suisses ; par contre, plus des deux tiers des soldats viennent d'Autriche, de Bavière, d'Alsace, de Belgique, de Pologne. Le général de Kalbermatten est mis à la tête de la circonscription territoriale de Bologne. Le premier régiment prend garnison à Pérouse et dans d'autres places de l'Ombrie ; le second s'installe à Forlì et dans d'autres places de la Romagne. Des troupes autrichiennes occupent Bologne et Ancône, et la France maintient une petite armée sur le territoire de Rome ³¹.

Les années qui vont de 1851 à 1859 s'écoulent dans une paix bienfaisante. L'ordre est apparemment rétabli et les périls immédiats semblent conjurés. Pie IX a choisi comme secrétaire d'Etat Jacques Antonelli ; il se repose sur lui de l'administration de ses Etats et de la direction de la force armée. Il n'en reste pas moins que les desseins ambitieux du Piémont deviennent de plus en plus inquiétants.

Le comte de Cavour, premier ministre du roi Victor-Emmanuel depuis 1851, déploie une activité infatigable et fébrile, s'efforçant de développer les ressources du royaume et d'augmenter sa puissance militaire. Il a réussi à gagner la confiance de Napoléon III et à obtenir son appui dans les plans unitaires qui doivent réunir les différents Etats italiens sous le sceptre de la maison de Savoie. Si peu influent que soit encore le Piémont sur la scène européenne, il prend part, aux côtés de la France et de l'Angleterre, à la guerre de Crimée de 1854-1856, et siège au Congrès de Paris en 1857, où est évoqué le problème de l'unité italienne. L'on a vu plus haut qu'à la suite des victoires de Magenta et de Solferino en 1859, les duchés de Parme et de Modène, le grand-duché de Toscane et les Légations pontificales ont demandé leur réunion au royaume sarde. Les Marches et l'Ombrie se soulèvent à leur tour et tentent de se séparer du Saint-Siège. Sur l'ordre de ses supérieurs, le colonel Schmidt écrase l'insurrection à Pérouse, et le colonel de Courten rétablit l'ordre à Fano, à Sinigaglia et à Pesaro.

Le « sac de Pérouse », comme l'avait fait en 1848 la répression de l'émeute à Naples, déclenche une campagne haineuse contre les Suisses, non seulement en Italie, mais aussi dans les partis libéraux des cantons. Resté dans son palais épiscopal de Pérouse, Mgr Pecci, le futur Léon XIII, a assisté à l'intervention militaire de 1859 et ne craint pas de prendre la défense du colonel Schmidt ³². Celui-ci au reste n'est pas désavoué par le gouvernement pontifical, puisqu'il obtient le grade de général de brigade et le gouvernement militaire de l'Ombrie et des Marches. Le

³¹ Voir l'état nominatif du II^e régiment étranger en *Annexe C*.

³² F. Hayward, *Pie IX...*, p. 221 ; B. Van Muyden, *op. cit.*, pp. 575 et suiv.



Guillaume de Kalbermatten
(1793-1875)

Général au service du Saint-Siège

(Photo propriété de M. Eugène de Courten, Sion)

colonel Lucien Cropt lui succède au premier régiment. Le général Guillaume de Kalbermatten est chargé du commandement de la division territoriale de Rome, tandis que son frère, Théodose, ancien ministre de la Guerre, puis inspecteur de l'armée, a demandé d'être mis à la retraite.

L'année de Castelfidardo 1860

En face de l'attitude toujours plus agressive du gouvernement piémontais, le Saint-Siège se voit contraint d'augmenter et de perfectionner sa petite armée. Pie IX décharge le cardinal Antonelli du portefeuille de la Guerre et le confie à Mgr Xavier de Mérode, ancien officier belge. Le général français Christophe de Lamoricière, héros de la guerre d'Algérie, accepte le poste de général en chef qui lui est offert. L'on se met immédiatement à l'œuvre et l'on décide de réunir au moins vingt-cinq mille hommes. Un appel est adressé aux catholiques de différentes nations, et l'on voit bientôt affluer à Rome et dans les centres de recrutement cinq mille Autrichiens, près de trois mille Suisses, autant d'Irlandais, de nombreux Belges et Français.

Les Suisses sont répartis dans les deux régiments étrangers existants et dans un corps de « Carabiniers » de nouvelle formation. L'on constitue cinq régiments de « Bersagliers » autrichiens, un bataillon irlandais de « Saint-Patrick », un escadron de guides et un fort bataillon de « Tirailleurs » avec les Français et les Belges. Quelques batteries et un peloton d'intendance complètent les effectifs ³³.

Lamoricière n'a pas le temps d'achever l'organisation de son armée qu'il est contraint par les circonstances de la mettre en ligne de bataille. Les succès foudroyants de Garibaldi en Sicile et dans le royaume de Naples, le rassemblement de bandes révolutionnaires sur les frontières de la Toscane et des Marches, les mouvements suspects de troupes piémontaises du côté des Légations, autant de menaces évidentes d'une prochaine agression des ennemis du Saint-Siège.

Se fiant aux promesses de Napoléon III, Lamoricière croit pouvoir compter sur l'intervention du corps français d'occupation à Rome. Sans avoir d'autre part la prétention de s'opposer à des troupes bien plus nombreuses et homogènes que les siennes, il élabore à la hâte un plan défensif axé sur la place d'Ancône, où le comte de Quatrebarbes est gouverneur civil, et le colonel de Gady, commandant de la garnison de quatre mille hommes. Le gros des forces y sera concentré et pourra menacer les flancs et les arrières d'une avance piémontaise. Les troupes sont répar-

³³ Voir E. de Barral, *Les Zouaves pontificaux 1860-1870*, Paris, 1932, 318 p.

ties dans l'Ombrie et dans les Marches de manière qu'elles puissent au besoin se réunir très rapidement. Elles forment quatre brigades : l'une est confiée au général Schmidt, dont le quartier général est à Foligno ; une deuxième, sous les ordres du général de Pimodan, est campée à Terni ; le général de Courten en commande une troisième à Macerata ; Lamoricière s'établit avec la quatrième à Spolète, ayant près de lui une réserve aux ordres du colonel Lucien Cropt ³⁴.

Dans les premiers jours de septembre, le dispositif pontifical est en place. Le 10 du mois, un aide de camp du généralissime piémontais Fanti se présente au quartier général de Spolète, porteur d'une lettre qui demande, sous le prétexte fallacieux de soulèvements imminents dans les Etats de l'Eglise, le passage d'une armée du roi Victor-Emmanuel. Avant qu'une réponse soit donnée, les Piémontais, au nombre de trente-trois mille, pénètrent à la fois dans l'Ombrie et dans les Marches. Le général della Rocca, venant par la vallée du Tibre, assiège Pérouse et s'en empare. Il refoule Schmidt sur Foligno et Orvieto, places qui capitulent après quelques jours de résistance. Du côté des Marches, Cialdini occupe Pesaro, défendu par le colonel Zappi, puis s'avance sur Urbino et Fossombrone. Une colonne d'avant-garde envoyée par le général de Courten et aux ordres des colonels Kanzler et de Vogelsang s'oppose avec succès à une partie des forces ennemies, mais, pour échapper à un encerclement, elle doit peu à peu reculer jusqu'aux environs d'Ancône. Elle y retrouve le général de Courten, venu de Macerata, qui attend en vain des ordres de Lamoricière en vue d'une action combinée ³⁵. Le général en chef, retardé par la marche trop lente de la brigade Pimodan qu'il a appelée à lui, ne peut arriver assez tôt à Osimo, au sud d'Ancône. Le 18 septembre, il se heurte aux troupes du général Cialdini qui lui barre la route, après avoir isolé la brigade Courten. Attaqué par plus de quinze mille hommes, alors qu'il en a à peine cinq mille, Lamoricière subit une défaite meurtrière ; il réussit cependant, avec un peloton d'officiers et de soldats, à se réfugier dans le port d'Ancône, où le rejoint Courten. Bloquée du côté de la terre par Cialdini, bombardée du côté de la mer par les vaisseaux de l'amiral Persano, la place doit se rendre au bout de dix jours ³⁶.

L'armée piémontaise, évitant Rome, poursuit sa marche à travers les Abruzzes en direction de Naples, où Garibaldi a fait une entrée triomphale le 8 septembre et s'apprête à attaquer les

³⁴ F. Hayward, *Pie IX...*, pp. 243 et suiv. — Voir aussi les notices de P. de Rivaz, sur les généraux Guillaume de Kalbermatten et Raphaël de Courten, dans *Ann. Val.*, 1934, pp. 253-257, et 1939, pp. 532-544.

³⁵ Fonds de Courten : Rapport du général de Courten.

³⁶ E. de Barral, *op. cit.*, pp. 59 et suiv. — Fonds de Courten : Extrait du rapport du général de Lamoricière.

Bourboniens sur les rives du Volturne. Les Marches et l'Ombrie demandent leur réunion aux Etats du roi Victor-Emmanuel et font cause commune avec les envahisseurs. La rencontre sur le sol napolitain du roi et de Garibaldi est suivie du siège de Gaëte et de la chute du royaume des Deux-Siciles, qui est incorporé au royaume sarde. Le parlement de Turin ratifie ces nouvelles conquêtes et, dans sa séance du 13 mars 1861, proclame Victor-Emmanuel roi d'Italie. Cavour peut se vanter des succès de sa politique unitaire, mais il n'en jouit pas longtemps, car il meurt le 6 juin 1861.

Période de 1861 à 1867

En dépit de ses revers, le Saint-Siège persiste à résister et à entretenir une petite armée proportionnée à l'exigüité du territoire qui lui reste et à ses ressources sensiblement amoindries. Mgr de Mérode et le général de Lamoricière se remettent à l'œuvre sans désespérer. Faisant une sélection arbitraire dans les officiers et les soldats étrangers dont ils disposent encore, ils réunissent les Français et les Belges dans un bataillon de « Zouaves », qui est confié d'abord au commandant de Becdelièvre, puis au lieutenant-colonel Eugène Allet³⁷. Les deux régiments étrangers sont dissous. Les Suisses réengagés forment la majeure partie d'un nouveau bataillon de « Carabiniers », qui est placé sous les ordres du lieutenant-colonel Joseph Jeannerat et du major Simon Castella. Mérode et Lamoricière ne cachent pas leur hostilité à l'égard des généraux suisses auxquels, dans un esprit peu chevaleresque, ils attribuent, en vue de se disculper, les revers de la malheureuse campagne de septembre 1860. Dans le but de couper court à toute discussion et de ne pas envenimer la situation, les généraux de Kalbermatten et de Courten obtiennent leur mise en disponibilité, en attendant que des circonstances imprévues leur permettent de collaborer de nouveau à la défense du Saint-Siège.

Bien que le mouvement unitaire subisse une certaine accalmie depuis la mort de Cavour, la question romaine est loin d'être résolue. Dans son domaine de Caprera, Garibaldi s'impatiente et décide brusquement de renouveler contre Rome ses exploits napolitains de 1860. Accompagné de quelques partisans, il débarque à Palerme le 8 juillet 1862 où, accueilli comme un héros national, il harangue des foules en délire. Il réunit rapidement plus de trois mille volontaires autour de lui, parcourt l'île au cri de « Rome ou la mort », s'empare de deux vaisseaux à Catane et aborde près de Reggio. Le gouvernement de Turin dépêche contre lui plusieurs détachements de bersagliers qui l'atteignent

³⁷ E. de Barral, *op. cit.*, pp. 112-113.



Raphaël de Courten
(1809-1904)

Général au service du Saint-Siège

sur les hauteurs d'Aspromonte et le blessent dans une brève échauffourée. Il ordonne à ses volontaires de cesser le feu et se laisse transporter dans un fort de la Spezia, où il subit une captivité d'un mois, avant de regagner l'île de Caprera ³⁸.

Cette aventure ne fait qu'exciter davantage les révolutionnaires qui s'infiltrèrent dans le territoire pontifical. Les mouvements séditieux se multiplient à Rome, et le Comité national, qui dirige le mouvement unitaire, ne recule pas devant des attentats répétés contre les soldats de Pie IX et les partisans du pouvoir temporel.

En 1864, Napoléon III, de plus en plus embarrassé, cherche à sortir d'une manière aussi honorable que possible des difficultés sans cesse renaissantes que lui suscite la question romaine. Il croit trouver une solution au moins provisoire dans le transfert immédiat de la capitale du nouveau royaume italien de Turin à Florence. Victor-Emmanuel II se résigne à venir dans cette ville ; il obtient en contrepartie que la France retire ses troupes d'occupation à Rome dans l'espace de deux ans. Ces mesures sont le résultat de la fameuse « Convention de septembre », en vertu de laquelle l'Italie « s'engage à ne pas attaquer le territoire actuel du Saint-Siège » et « s'interdit toute réclamation contre l'organisation d'une armée papale, composée même de volontaires catholiques étrangers » ³⁹.

Pie IX et ses ministres, qui n'ont pas été consultés, ne se font aucune illusion sur les résultats futurs de cette convention. Ils croient néanmoins utile de renforcer la petite armée du Saint-Siège. A la suite de la mort du général de Lamoricière, en septembre 1865, l'on juge opportun d'obtenir la démission de Mgr de Mérode comme ministre des Armes. Son hostilité à l'égard du cardinal Antonelli, ses partis pris envers plusieurs officiers supérieurs, son humeur brusque et cassante lui ont aliéné les sympathies. Napoléon III lui en veut au reste de ses faveurs à l'égard des légitimistes français qu'il a engagés nombreux dans les troupes pontificales, et Pie IX le voit partir sans regret.

Le général Hermann Kanzler, un Badois entré au service du Saint-Siège en 1844, est nommé pro-ministre des Armes et joint à cette fonction la charge de général en chef. Il procède sans tarder à la tâche qui lui est imposée. L'infanterie et la gendarmerie indigènes reçoivent de nouveaux effectifs. Les « Zouaves » s'accroissent d'un second bataillon et forment désormais un régiment de douze compagnies ; leur chef Allet est promu colonel par brevet du 11 décembre 1866. Le bataillon des « Carabiniers » passe de six à huit compagnies et demeure aux ordres du lieutenant-colonel Jeannerat. Les généraux Guillaume de Kalbermatten et Raphaël de Courten sont rappelés en service : Kalber-

³⁸ F. Hayward, *Garibaldi*, pp. 266 et suiv.

³⁹ F. Hayward, *Pie IX...*, p. 301.

matten entre au ministère de la Guerre et devient inspecteur de l'armée ; Courten est nommé commandant de la première subdivision, à Frosinone, tandis que la seconde est confiée au général Jean-Baptiste Zappi, à Viterbe ⁴⁰.

Dans la ligne de sa politique unitaire, l'Italie se rapproche de la Prusse en 1866 et conclut avec elle un traité d'alliance le 8 avril. Ces deux puissances ont un but commun : expulser l'Autriche de leurs territoires et de leurs zones d'influence. La guerre éclate en juin de la même année et, dans une campagne qui dure moins de trente jours, l'armée autrichienne est écrasée à Sadowa, le 3 juillet. La lutte se prolonge sur le front italien où les forces en présence sont moins importantes. Le général Cialdini est aussi vaincu à Custozza, et la flotte de l'amiral Persano est dispersée à Lissa. Garibaldi, qui a obtenu l'autorisation de réunir un corps spécial de quarante bataillons, résiste victorieusement dans le Trentin, et bat les Autrichiens à Bezecca, le 21 juillet, au-dessus de Riva ⁴¹. Les hostilités sont interrompues quelques jours plus tard. Par la paix de Vienne du 3 octobre suivant, l'empereur François-Joseph cède la Vénétie à l'empereur Napoléon III, qui la passe au roi Victor-Emmanuel.

En vertu de la convention de 1864, les dernières troupes d'occupation françaises quittent Rome le 15 décembre 1866. Pris d'un remords plutôt tardif, Napoléon III autorise la formation, à Antibes, d'un corps de volontaires français par le général d'Aurelles de Paladine. La « légion d'Antibes » est passée en revue par le général de Courten qui la conduit à Rome. Elle est commandée par le colonel d'Argy et prend le nom de « légion romaine » sur les rôles pontificaux ⁴².

L'année et la victoire de Mentana 1867

L'acquisition de Venise et le départ des soldats français insufflent une audace nouvelle aux partis révolutionnaires de l'Italie, et l'année 1867 débute sous de sombres perspectives pour l'avenir du Saint-Siège. Le parlement de Florence est dissous et de nouvelles élections doivent permettre aux Vénitiens de choisir leurs représentants. Incité par des fanatiques, Garibaldi profite de la situation pour faire une tournée de propagande antiromaine dans la nouvelle province du royaume. « En proie à une espèce de délire mystique », il mêle à ses revendications sur la Rome papale « l'annonce d'un évangile nouveau calqué sur la profession

⁴⁰ *Ibidem*, p. 305.

⁴¹ P. Schiarini, *La Campagna del 1866*, dans *Garibaldi Condottiero*, pp. 279 et suiv.

⁴² F. Hayward, *Pie IX...*, p. 302.

du Vicaire savoyard », tout en traitant avec mépris les prêtres et la religion catholique en des discours d'un sectarisme farouche. Il poursuit sa tournée tapageuse en Lombardie et dans le Piémont ⁴³.

A Rome, les adversaires du pouvoir temporel du pape ont fondé un Centre d'action subsidié par « le denier de la liberté », par opposition au « denier de Saint-Pierre ». Des sections de combattants sont constituées dans les principales localités du territoire pontifical, et des bandes armées apparaissent sur ses frontières. Garibaldi reste le grand animateur de cette organisation à peine clandestine, n'attendant que le moment propice de s'emparer de la capitale du Saint-Siège. Ces desseins belliqueux ne l'empêchent pas de prendre part à un « Congrès de la paix », réuni en septembre 1867, à Genève, par le radical James Fazy. Le voyage du condottiere emprunte le col du Simplon. Arrivé le 8 du mois à Sion par la diligence, il s'arrête à Saxon chez son ami Joseph Fama, alors dans la pleine prospérité de ses bains et jeux de Saxon, et gagne Genève par le chemin de fer qui vient d'être mis en service. Il repasse quelques jours plus tard et, par le même itinéraire, retourne en Italie. Ses diatribes violentes et déplacées contre la papauté ont indisposé ses auditeurs, et on lui a fait comprendre que sa présence n'était guère appréciée. Le congrès au reste s'achève dans « une confusion babélique » ⁴⁴. A Florence, Garibaldi retrouve de nombreux partisans ; il ne tarde pas à rejoindre sur les confins du territoire pontifical des contingents de volontaires en armes. A la demande de la France, le gouvernement italien le fait arrêter et enfermer dans la forteresse d'Alexandrie ; après une courte détention, il lui enjoint de regagner l'île de Caprera, où il est soumis à une surveillance très étroite.

Cet incident redouble l'audace et l'impatience des Garibaldiens qui, au mépris de tout droit, s'infiltrèrent sur le territoire du Saint-Siège, et y multiplient leurs incursions. Ils sont particulièrement agressifs au nord du lac de Bolsène, où ils réussissent à occuper la place d'Acquapendente, reprise ensuite par le colonel Azzanesi ⁴⁵.

Le général Kanzler accélère l'organisation de l'armée de douze mille hommes dont il dispose. Dans ce nombre, quatre mille huit cents sont des étrangers : deux mille deux cents dans le régiment des zouaves, mille deux cents dans les carabiniers, onze cents

⁴³ F. Hayward, *Garibaldi*, pp. 296-297.

⁴⁴ L. Lathion, *Garibaldi en Valais et à Genève en 1867*, dans *Ann. Val.*, 1958, pp. 279 et suiv.

⁴⁵ Voir baron de Mévius, *Histoire de l'invasion des Etats pontificaux en 1867*, Paris, 1875, 423 p. — Voir, ci-après, *Annexe D* : « Etat des officiers de l'armée pontificale au 28 septembre 1867 », et *Annexe E* : « Le régiment des zouaves pontificaux en 1868 ».

dans la Légion romaine ; les autres dans les états-majors, les dragons et l'artillerie ⁴⁶.

Le général de Courten est chargé de la défense de la province divisée en quatre zones : la zone de Viterbe commandée par le colonel Azzanesi, de la ligne ; la zone de Civitavecchia aux ordres du colonel Serra ; la zone de Tivoli, sous le lieutenant-colonel de Charette ; la zone de Velletri et Frosinone, sous le colonel Giorgi, des chasseurs indigènes. Le reste des troupes est cantonné à Rome sous le commandement du général Zappi.

De plus en plus inquiet de la tournure que prennent les événements et des menaces qui pèsent sur Rome, Napoléon rassemble à Lyon un corps expéditionnaire de vingt-deux mille hommes aux ordres du général de Fally, car les Garibaldiens toujours plus audacieux continuent leurs attaques. Bagnorea, Nerola, Monte Libretti, Canino sont le théâtre de combats répétés qui tournent à l'avantage des pontificaux.

Le 17 octobre, Garibaldi échappe à ses surveillants et, au moyen d'une embarcation de fortune, un *baccino*, il parvient à débarquer dans une petite anse, près de Livourne. La chute du ministère Ratazzi lui permet de traverser la Toscane sans être inquiété et, à l'aube du 23 octobre, il franchit la frontière pontificale à 35 km au nord de Rome, à Passo Correse ; il y trouve une troupe de près de sept mille volontaires rassemblés par son fils Menotti et ses plus fidèles partisans. De petits détachements ont été disséminés dans la ville de Rome où, par des coups de main répétés, ils doivent préparer une insurrection générale, prélude à une prise de possession à brève échéance.

Assisté des généraux de Courten et Zappi, le général Kanzler s'empresse d'achever ses préparatifs de défense. Laisant une couverture du côté de Monte Rotondo, où le danger paraît le plus imminent, il a rappelé à Rome la majorité de ses troupes et les a réparties dans les principaux quartiers.

Dans la journée du 22 octobre, les « commandos » garibaldiens agissent sur plusieurs points de la cité. Des bombes sont lancées sur la place Colonna ; elles y font plus de peur que de mal. A la porte San Paolo, les capitaines de carabiniers In Albon et Meyer repoussent une attaque particulièrement violente. Venant du Forum, une bande de révolutionnaires tente un assaut sur le Capitole, dans le but d'y mettre en branle la cloche, signal convenu du soulèvement général, mais elle est repoussée par les capitaines Epp et de Courten. A la tombée de la nuit, une formidable explosion ébranle le quartier de Saint-Pierre : une mine puissamment chargée a provoqué l'écroulement partiel de la caserne Serristori, où sont cantonnés l'état-major et plusieurs compagnies de zouaves ; il y a de nombreux morts et blessés.

⁴⁶ Mévius, *op. cit.*, pp. 110-111.

Le jour suivant, une patrouille signale au général Zappi la présence d'un détachement de Garibaldiens à la Villa Glori, sur le Monte Parioli. Ce sont les frères Henri et Jean Cairoli qui ont pénétré dans les environs immédiats de la ville avec un chargement de trois cents fusils. Zappi envoie contre eux une compagnie de carabiniers et une escouade de gendarmes sous les ordres du capitaine Jules Meyer. Après une violente fusillade, s'engage une lutte furieuse à l'arme blanche. Henri Cairoli marche droit sur Meyer ; ils en viennent à un sanglant corps à corps. Couvert de blessures, Meyer est sauvé au dernier moment par son sergent Hofstetter, qui transperce Cairoli d'un coup de baïonnette et dégage son chef. Jean Cairoli, accouru au secours de son frère, est grièvement blessé ; il est emporté par les siens ⁴⁷.

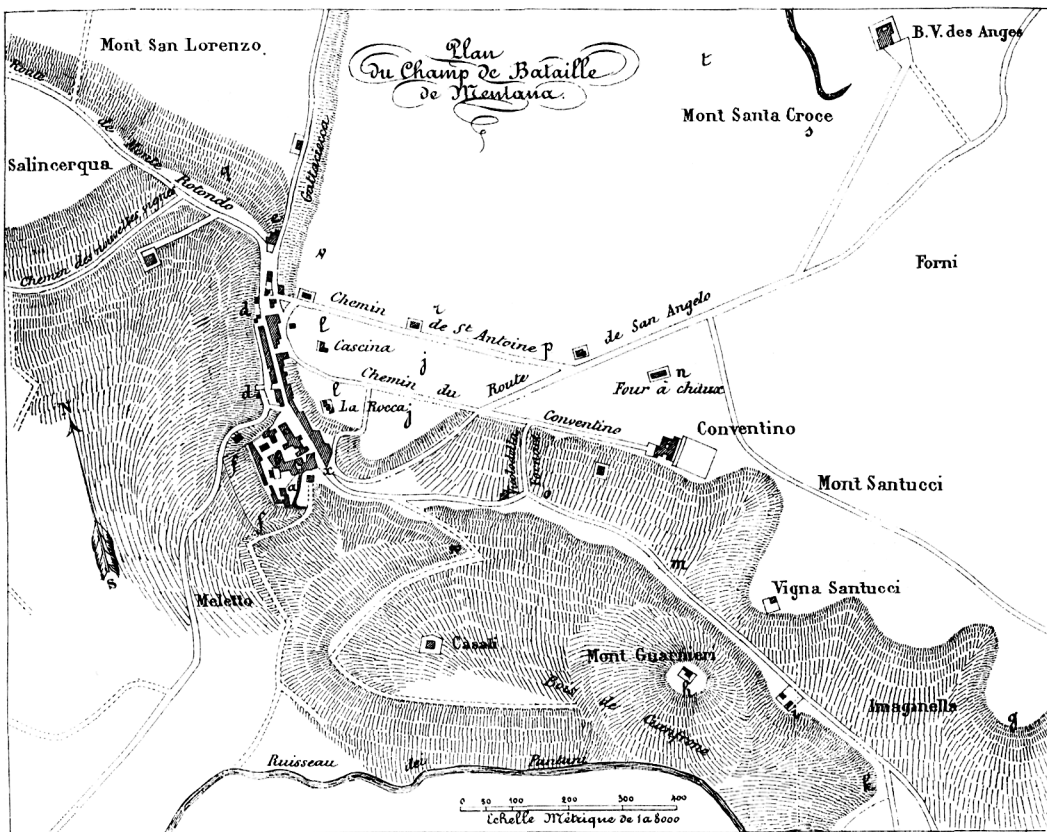
Sur ces entrefaites, Garibaldi, qui a fait l'inspection de ses troupes et a donné ses instructions, décide de marcher sur Monte Rotondo, première étape vers Rome. Il attaque la place à l'aube du 25 octobre. La faible garnison pontificale, commandée par le capitaine Costes, de la Légion romaine, se défend énergiquement pendant vingt-sept heures et retarde ainsi l'avance ennemie. Une colonne de secours conduite par le colonel Allet arrive trop tard ; elle reçoit au reste l'ordre de rebrousser chemin. L'annonce du prochain débarquement de l'armée de secours du général de Fally menace de provoquer une invasion subite des troupes italiennes levées en Toscane et en Ombrie, et le général Kanzler a décidé de concentrer ses différentes unités à Rome, en attendant l'arrivée des Français.

Les deux divisions envoyées par Napoléon III débarquent en effet le 29 octobre à Civitavecchia, et le même jour, la brigade du général de Polhès, envoyée en avant, entre dans Rome. Un conseil de guerre se réunit incontinent au ministère des Armes en présence du cardinal Antonelli ; Kanzler et Fally décident de marcher sans délai contre l'armée de Garibaldi.

La bataille de Mentana, le 3 novembre 1867

Surpris par l'arrivée des Français, le condottiere change ses plans d'invasion ; il juge prudent de se diriger sur Tivoli, à portée de Rome, avec la possibilité, si les circonstances ne sont pas favorables, de passer la frontière et de se réfugier dans les Abruzzes. La prompt intervention de ses adversaires l'arrête en route ; il doit les attendre le 3 novembre à Mentana, petit bourg construit dans un repli de terrain, flanqué d'un vieux château

⁴⁷ *Ibidem*, pp. 219-222. — Voir à ce sujet A. Büchi, *Eine schweizerische Heldentat im Kampfe um Rom (1867)*, dans *Schweizerische Rundschau*, 29^e année, 1929/1930, pp. 302-318.



Plan du champ de bataille de Mentana (1867)

(Extr. de Maevis, op. cit., pl. 4)

fort et dominé au sud-est par l'éminence du Monte et de la Vigna Santucci (voir plan, p. 357).

L'armée destinée à opérer sous les ordres du général Kanzler comprend deux corps de troupes. Le premier, commandé par le général de Courten, est composé du régiment des zouaves du colonel Allet, de six compagnies de carabiniers du lieutenant-colonel Jeannerat, de la Légion romaine du colonel d'Argy, d'un escadron de dragons, et d'une batterie de six pièces, faisant un total d'environ trois mille hommes. Le second, entièrement français, est conduit par le général de Polhès et compte un peu plus de deux mille hommes. Les Garibaldiens sont en nombre équivalent, sinon supérieur, avec les colonnes Frigesy, Elia, Fontanara, Valzania, Salomone, Amici, Cantoni, Missori.

Les pontificaux sortent de Rome aux premières heures du dimanche 3 novembre, et suivent la Via Nomentana, qui conduit à Mentana et Monte Rotondo. Au pont Nomentano, Kanzler détache trois compagnies de zouaves sous les ordres du major de Troussures, en lui donnant comme instruction de bifurquer sur la gauche et de suivre le Tibre par la Via Salaria, parallèlement à l'armée principale ; il tombera sur le flanc droit de l'ennemi dès que la bataille sera engagée.

Vers midi trente, l'avant-garde du général de Courten se heurte aux premiers postes garibaldiens, en avant de Mentana. Une vive fusillade et des engagements rondement menés dégagent le terrain des deux côtés de la route qui monte vers le sud du bourg, et qui est balayé, sur la droite, par un feu intense venant du haut de la position de Santucci. Quatre compagnies de zouaves, entraînées par le lieutenant-colonel de Charette, suivies de trois compagnies de carabiniers (Epp, Russel, In Albon) conduites par le major Castella, escaladent prestement les pentes de la Vigna Santucci, dont les bâtiments servent de retranchement aux Garibaldiens et, dans un corps à corps à la baïonnette, refoulent la principale colonne ennemie. Elles y assurent leurs positions et sont rejointes par le général Kanzler qui y établit son quartier général.

De nouvelles unités accourent de part et d'autre, et une bataille générale se déclenche sur le plateau qui s'étend du Monte Santucci à Mentana. Un détachement de carabiniers, qui est parti à l'attaque de l'entrée sud du bourg, d'où Garibaldi dirige ses troupes, est arrêté par des forces supérieures et doit se replier ; il bifurque sur sa droite et, à l'abri d'un petit chemin escarpé, rejoint à travers des oliveraies le gros de l'armée dont il va renforcer l'aile droite. Les Garibaldiens se défendent opiniâtrement, mais ils sont refoulés peu à peu vers les premières maisons du bourg.

Garibaldi tente alors une manœuvre dans le but de desserrer l'étreinte dont ses soldats sont menacés. Il fait sortir deux

colonnes de Mentana, l'une au sud et l'autre au nord ; elles ont pour mission de déborder les ailes de l'armée pontificale. Dans celle de droite, les carabiniers, emportés par leur élan, sont bientôt pris entre deux feux et presque encerclés, et le major Castella, qui les commande, est grièvement blessé. Le général de Courten envoie à leur secours un détachement de la Légion romaine et un peloton de dragons. Ce renfort leur permet de se dégager peu à peu, sans désordre, et de rejoindre le front principal.

A ce moment, un mouvement se produit à l'ouest de Mentana. Au bruit de la bataille, le major de Troussures est accouru avec ses compagnies et attaque les arrières ennemis, sur la route qui mène à Monte Rotondo. Garibaldi, jugeant la partie compromise et craignant que la route vers le nord ne lui soit coupée, quitte le champ de bataille et laisse le commandement à son fils Menotti. Ce départ produit une accalmie sur le front ennemi.

Comme le soir approche, Kanzler décide d'en finir par un assaut général. Regroupant ses unités, il invite de Polhès à faire entrer en ligne ses troupes, qui en attendent le signal avec impatience. Les Garibaldiens ne résistent pas longtemps à cette attaque imprévue, ni au tir rapide et précis des fusils « chassepots » qui les déciment à une cadence insoupçonnée. Ils reculent sans se débander, et les maisons de Mentana, dans lesquelles ils se réfugient, deviennent autant de forteresses difficiles à prendre. Il fait à peu près nuit. Kanzler donne l'ordre du « Cessez le feu » que la sonnerie des clairons répète tout le long du front de bataille. Les pontificaux passent la nuit dans les bivouacs établis sur le terrain conquis.

Le lendemain matin, des parlementaires garibaldiens viennent discuter les conditions d'une reddition. La garnison d'environ mille hommes est déclarée prisonnière et conduite sous escorte à Rome. Le reste des ennemis est autorisé à se retirer sans armes au-delà des frontières pontificales. Monte Rotondo, que Garibaldi a évacué dans la soirée du 3 novembre, est réoccupé sans coup férir. Le condottiere, qui a pris le train en direction de Florence, est arrêté en cours de route sur un ordre du gouvernement italien et conduit au fort de Varignano, à La Spezia. Après trois semaines de détention, il doit s'embarquer pour Caprera, en promettant de ne plus en sortir sans une autorisation officielle. L'aventure garibaldienne se termine par un échec qui affecte profondément son héros ⁴⁸.

La victoire de Mentana marque un temps d'arrêt dans le problème de la question romaine. Le 9 novembre, le colonel Allet termine en ces termes l'allocution qu'il adresse à ses zouaves :

⁴⁸ Sur la bataille de Mentana, voir H. Kanzler, *Rapport à Sa Sainteté Notre Saint-Père le pape Pie IX*, Rome, 1867, 16 p. ; Mévius, *op. cit.*, pp. 323 et suiv. ; E. de Barral, *op. cit.*, pp. 173 et suiv. ; L. Cicconetti, *La campagna del 1867*, dans *Garibaldi Condottiero*, pp. 315 et suiv.

« Soldats ! Tout n'est pas fini : de grands dangers menacent encore l'Eglise. Rappelez-vous que vous n'êtes pas seulement au régiment quelques milliers d'hommes réunis coude à coude. Vous représentez un principe dans le monde : la défense volontaire et désintéressée du Saint-Siège. Vous êtes le noyau autour duquel se grouperont au moment du péril les prières, les secours, les espérances du monde catholique. Soyons donc de vrais soldats de Dieu. ⁴⁹ »

Période de 1868 à 1870

Le calme se rétablit dans la Rome de Pie IX, et la vie quotidienne y retrouve son charme d'autrefois. L'on se repose sur l'aide française, car Napoléon III paraît animé de résolutions favorables. Son ministre Rouher ne vient-il pas de déclarer solennellement au Corps législatif :

« L'Italie ne s'emparera pas de Rome. Jamais, jamais la France ne supportera cette violence faite à son honneur et à la catholicité ».

L'empereur n'en retire pas moins la majeure partie de ses troupes d'occupation, et ne laisse au service du Saint-Siège qu'une brigade aux ordres du général Dumont, à côté de la Légion romaine.

Pie IX et son entourage ne s'abandonnent pas à de vaines illusions, et le général Kanzler est chargé d'augmenter encore les effectifs de l'armée pontificale. Le régiment des zouaves est porté de deux à trois bataillons de huit compagnies, et quatre compagnies de dépôt ; il continue à être commandé par le colonel Allet, qui refuse le grade de général. Le bataillon des carabiniers devient un régiment de deux bataillons de six compagnies, et deux compagnies de dépôt. Le lieutenant-colonel Jeannerat, promu colonel, en reste le chef. Le premier bataillon revient au major Castella, promu lieutenant-colonel, et le second, au capitaine Meyer, promu major. La Légion romaine du colonel d'Argy est portée de onze à dix-huit compagnies, réparties en deux bataillons.

Le général de Kalbermatten conserve son poste d'inspecteur de l'armée et de membre du Conseil militaire. Les généraux Zappi et de Courten sont maintenus dans leurs commandements aux deux divisions qui forment l'armée.

En 1869, Pie IX réalise un projet qu'il a conçu depuis plusieurs années : la réunion à Rome d'un concile destiné à proclamer, au milieu des révolutions radicales qui agitent l'Europe, la puissance spirituelle du chef de l'Eglise par le dogme de son infail-

⁴⁹ L. Tisseron, *L'armée pontificale et le Saint-Siège*, Paris, 1869, p. 30.

libilité. Ouvert le 8 décembre 1869, le concile tient une dernière séance solennelle dans la basilique de Saint-Pierre, le 18 juillet suivant.

Le 2 août 1870 éclate entre la France et la Prusse la guerre voulue et minutieusement préparée par le célèbre chancelier Bismarck et son souverain le roi Guillaume. Le corps français d'occupation est rappelé en France, mais les officiers et les soldats engagés au service du Saint-Siège ont la faculté de rester à leur poste. Les défaites françaises et la chute de Sedan, le 1^{er} septembre, provoquent la déchéance de Napoléon III et l'instauration d'une troisième République indifférente au sort de Pie IX. Le Saint-Siège reste ainsi seul en face du gouvernement italien qui est décidé, à la faveur des circonstances, d'occuper Rome dans le plus bref délai.

Le 9 septembre déjà, le général Ponza di San Martino, aide de camp du roi Victor-Emmanuel, vient apporter au Saint-Père un message lui demandant de renoncer à son pouvoir temporel. Il est éconduit après une audience orageuse. Le général Kanzler appelle alors à Rome tous les détachements répartis dans les garnisons du nord et du sud, en laissant leurs chefs libres de faire, selon les circonstances, une résistance honorable.

Le 11 septembre, sans déclaration de guerre, le général Cadorna envahit le territoire pontifical par le nord et le sud avec les divisions Cosenz, Mazé, Ferrero, della Rocca, Bixio et Angeliotti, une armée d'environ septante mille hommes, à laquelle le Saint-Siège ne peut opposer que douze mille hommes⁵⁰.

Le siège de Rome

Le soin d'organiser la défense de Rome a été confié à un comité que préside le général de Courten, secondé par les colonels Lopez et Caïmi, et le lieutenant-colonel Lana ; son siège est à la place Colonna.

Des douze portes de l'enceinte, six sont murées, et les autres, armées de moyens de fortune. On divise la ville en quatre zones, de deux secteurs chacune. La première s'étend sur la rive droite du Tibre jusqu'au fort Saint-Ange, sous les ordres du colonel Azzanesi ; la deuxième va du fort Saint-Ange à la Porta Pia, sous le colonel Allet et les majors de Lambilly et de Troussures ; la troisième, de la Porta Pia à la Porta San Giovanni, sous le colonel Jeannerat, les lieutenants-colonels de Charette et Castella, le major Meyer ; la quatrième ferme le cercle, de la Porta San

⁵⁰ Voir Beaufort, *Histoire de l'invasion des Etats pontificaux et du siège de Rome par l'armée italienne en septembre 1870*, Paris, 1875, p. 2 ; F. Hayward, *Pie IX...*, pp. 383 et suiv. ; E. de Barral, *op. cit.*, pp. 200 et suiv.

Giovanni jusqu'à la Porta San Paolo et le Tibre, sous le colonel Perraud. Le Vatican est protégé par les gardes du pape : noble, suisse et palatine, et un peloton de dragons.

Dans la journée du 15 septembre, un envoyé italien se présente aux avant-postes du Ponte Milvio, au nord de la ville ; il est conduit au ministère de la Guerre, auquel il propose « de laisser occuper la ville par les troupes italiennes sans s'obstiner à une défense dont le résultat serait une effusion de sang sans utilité ». Le général Kanzler lui répond qu'il est résolu à résister avec tous les moyens qui sont à sa disposition, comme le lui ordonnent le devoir et l'honneur.

Le 16 du mois, les membres du corps diplomatique sont convoqués chez le cardinal Antonelli qui proteste au nom de Pie IX de la violence qui lui est faite, au mépris du droit international. Le comte d'Arnim, ministre de Prusse, croit devoir intervenir auprès du général Cadorna, mais celui-ci lui répond par une fin de non-recevoir. Le blocus se resserre autour de la ville, et les chefs italiens se rendent aux postes qui leur ont été assignés : Cosenz, à la Porta Salaria ; Mazé, à la Porta Pia ; Ferrero, à la Porta San Lorenzo et aux Tre Archi, où le chemin de fer pénètre dans la cité ; Angioletti, aux portes San Giovanni et San Paolo ; en face du Trastévère et du Janicule, Bixio vient compléter l'investissement.

Le 19 septembre, Pie IX effectue sa dernière sortie du Vatican. Il se fait conduire à la Scala Santa, sur la place de Saint-Jean de Latran, où l'accompagnent un grand nombre de prélats et d'officiers ; il bénit les soldats du colonel de Charette qui sont cantonnés dans ce secteur. Sur le soir, un nouveau parlementaire italien se présente à la Porta Pia. E conduit, il dit en partant : *A domani*. Dans une lettre émouvante, le Saint-Père donne ses dernières instructions au général Kanzler ; il le remercie de son dévouement et ajoute : « Quant à la durée de la défense, il est de mon devoir d'ordonner qu'elle consiste uniquement en une protestation propre à constater la violence et qu'elle n'aille pas au-delà ; par conséquent, qu'on ouvre les pourparlers pour la reddition aussitôt que la brèche sera faite » ⁵¹.

Cadorna a choisi le côté septentrional de l'enceinte de Rome comme point de son attaque principale. Il en a prévu en même temps trois autres : aux Tre Archi, à San Giovanni et au Trastévère, destinées à attirer une partie de la défense, et à être poussées à fond suivant les circonstances.

A l'aube du 20 septembre, « le jour se levait brillant et radieux ; l'air était admirable de calme et de transparence, et le soleil montait resplendissant ». A cinq heures, les premiers coups de canon ont été envoyés contre les Tre Archi, où se tient le

⁵¹ A. de Saint-Albin, *op. cit.*, t. III, pp. 116-117.

major Castella avec ses carabiniers. Les pontificaux, moins bien armés, continuent à riposter de leur mieux. Le feu s'intensifie et devient de plus en plus précis, soulevant des masses de terre et des flots de fumée. Lorsque l'artillerie s'arrête, une vive fusillade la remplace, du haut des parapets et à travers les meurtrières. Les morts et les blessés sont évacués sur la place Termini, où se trouve un poste de secours. L'ennemi cependant ne tente pas de pénétrer dans la ville. En même temps, Charette et Perraud, l'un à San Giovanni et l'autre à San Sebastiano, se défendent avec succès, bien que leurs batteries soient moins nombreuses et moins bien équipées que celles d'Angioletti.

Comme prévu dans le plan Cadorna, l'action principale s'intensifie autour de la Porta Pia, où le colonel Allet dirige les opérations ayant sous ses ordres la majeure partie du régiment des zouaves. Après une canonnade violente, qui se répète à intervalles réguliers, le mur d'enceinte, sur le côté nord de la Porta Pia, s'écroule peu à peu, malgré les protections qu'on y accumule de l'intérieur. Au bout de quelques heures, une brèche est ouverte qui s'élargit rapidement ; elle a bientôt plus de quarante mètres. La Porta Pia elle-même est près de céder sous la poussée ennemie. Cadorna fait alors arborer sur la tour de la Villa Patrizi, où il a son poste de commandement, le drapeau tricolore, signal convenu de cesser le feu, et donne ses ordres pour l'assaut à la baïonnette. Des compagnies de Mazé et de Cosenz s'élancent, sous une vive fusillade, à travers la brèche, au cri de *Viva Savoia !*, auquel les zouaves répondent par un vibrant « Vive Pie IX ! »

Pendant cette action, il est près de dix heures, le drapeau blanc a été hissé sur la coupole de Saint-Pierre et sur le campanile de Sainte-Marie-Majeure, et des dragons ont remis aux chefs des différents secteurs l'ordre d'arrêter le combat. Emportés par leur ardeur, les soldats de Mazé et de Cosenz se ruent, baïonnette au canon, sur les défenseurs qui, l'arme aux pieds, sont exposés à leurs menaces et à leurs coups. Une bousculade s'ensuit, dans laquelle sont échangés insultes, coups de sabre, décharges de revolvers. Il y a plusieurs morts et blessés. Les chefs italiens parviennent à maîtriser leurs hommes. Sur l'ordre du général Kanzler, les différentes unités pontificales quittent leurs postes et, à travers les rues de Rome, les unes par le Trastévère, d'autres par le Quirinal et le pont Saint-Ange, se retirent dans la Cité léonine. Plusieurs compagnies, placées à la Villa Médicis, au Pincio, à la porte du Peuple, sont cernées et faites prisonnières. De l'autre côté du Janicule, le divisionnaire Bixio prolonge le bombardement jusque vers onze heures en prétextant qu'il n'a pas vu le drapeau blanc de Saint-Pierre.

Avant le premier coup de canon, Pie IX était debout, entouré de cardinaux, de camériers, de nobles romains et d'officiers supérieurs de ses gardes. Sur l'invitation du cardinal Antonelli, le

corps diplomatique s'était rendu au Vatican et avait assisté à la messe papale, suivie d'une audience où le Saint-Père avait renouvelé son indignation et ses protestations. Après la capitulation, les diplomates sont congédiés, et Pie IX se retire dans ses appartements, accablé d'une profonde amertume.

Dans l'après-midi du même jour, le général Kanzler se rend à la Villa Albani, quartier général italien, et discute avec le général Cadorna des conditions de la capitulation ; elles sont soumises à Pie IX et à ses ministres, qui les approuvent après quelques modifications. La convention comprend six articles : remise de la ville de Rome, la Cité léonine exceptée, au roi Victor-Emmanuel ; évacuation de toute la garnison qui aura droit aux honneurs militaires ; licenciement immédiat de toutes les troupes étrangères ; cantonnement des troupes indigènes, privées de leurs armes, dans des dépôts ; leur envoi momentané à Civitavecchia ; nomination d'une commission mixte pour la remise des armes et des drapeaux pontificaux ⁵².

Les troupes pontificales, réunies sur la place de Saint-Pierre, y forment les faisceaux et passent la nuit sous la protection de la majestueuse coupole. Le lendemain, dans la matinée, après un dernier rapport dans les différentes unités, elles écoutent l'ordre du jour final du général Kanzler, qui les délie de leur serment militaire, et se mettent en ordre de marche. Pie IX apparaît alors à une fenêtre du Vatican et, dans un geste émouvant, bénit encore une fois ses défenseurs. Dans une immense clameur, tous les soldats répètent le cri de « Vive Pie IX » ! Dès que le calme est rétabli, les clairons sonnent le signal du départ. Légion romaine, carabiniers suisses, zouaves franco-belges, régiments de ligne et autres corps indigènes sortent de Rome par la porte San Pancrazio, en présence du général Cadorna, entouré de son état-major, et des généraux de Courten et Zappi. La musique italienne joue ses marches militaires et les soldats présentent les armes. Les pontificaux défilent au milieu d'eux, enseignes déployées et armes hautes. Ils se dirigent sur Civitavecchia, où deux bâtiments, l'*Orénoque* et l'*Illyssus*, les attendent.

Le 25 septembre, lorsque l'embarquement est terminé, le général Kanzler envoie un dernier message à ses soldats. A bord de l'*Orénoque*, le général de Courten prend congé de ses troupes et conclut son adieu par ces mots :

« Je conserverai un éternel souvenir de votre dévouement à la sainte cause que nous étions appelés à défendre, de votre admirable esprit de corps et de votre discipline. Recevez l'affectueux adieu du général qui a eu le bonheur de vous commander pendant plusieurs années. Recevez mes remerciements pour le concours dévoué que vous m'avez prêté en toutes circonstances,

⁵² *Ibidem*, p. 565.

et soyez sûrs que jamais je ne vous oublierai. Puissent des temps meilleurs nous réunir de nouveau ! »

En le transmettant aux zouaves, sur l'*Illyssus*, le colonel Allet ajoute :

« Des temps meilleurs luiront pour nous. Pour moi, j'applaudirai de loin à vos succès et mon cœur sera toujours avec vous. Si j'ai fait quelque bien, c'est auprès de vous que je viens chercher ma récompense et je l'aurai pleine et entière si je vis dans votre souvenir. Adieu, Messieurs ! Le sort nous divise, mais le même sentiment nous unira toujours : le dévouement et la foi dans la cause que nous avons servie dix ans ensemble » ⁵³.

La neuvième croisade est terminée. En dépit de ses échecs, elle a illustré l'abnégation et le dévouement de nombreux jeunes catholiques dans l'armée pontificale. Leur service et leurs actes n'ont pas été vains. Si les anciens Etats de l'Eglise ont été perdus, le Saint-Siège a conservé les prérogatives d'un pouvoir temporel et de la souveraineté. Après cinquante-neuf ans, les accords du Latran de 1929 ont donné une réponse à la question romaine.

⁵³ Beauffort, *op. cit.*, pp. 505-506.

ANNEXE A

Armée napolitaine dans l'Expédition de Sicile en 1848

(d'après Maag, *op. cit.*, pp. 150-153)

Corps d'armée sous les ordres du lieutenant-général Charles Filangieri, prince de Satriano.

Première division

Commandée par Paolo Pronio, maréchal de camp.

I^{re} brigade

Brigadier : Fridolin Schmid.

Adjutant : Camillo d'Avella.

Artillerie	689 hommes
Génie	15 »
Sapeurs-mineurs	234 »
Pionniers	116 »
Vétérans et fractions d'autres unités	13 »
Canonniers et marins	71 »
4 ^e régiment de ligne	828 »
5 ^e » » »	337 »
6 ^e » » »	909 »
8 ^e » » »	706 »

3918 hommes

II^e brigade

Brigadier : Giuseppe Diversi.

Adjutant : Francesco Violante.

1 ^{er} bataillon de carabiniers	450 hommes
3 ^e régiment de ligne	1318 »
4 ^e bataillon de chasseurs	646 »
1 ^{er} bataillon du 3 ^e régiment suisse (de Riedmatten)	607 »

3021 hommes

Deuxième division

Commandée par Ferdinando Nunziante, maréchal de camp.

I^{re} brigade

Brigadier : Ferdinando Lanza.

Adjutant : capitaine François-Antoine de Werra.

5 ^e régiment de ligne (1 ^{er} bataillon)	480 hommes
7 ^e » » »	1165 »

1 ^{er} bataillon de chasseurs	598	»
3 ^e » » »	479	»
5 ^e » » »	537	»
6 ^e » » »	474	»
	<hr/> 3733 hommes	

II^e brigade

Brigadier : Carlo Busacca.
 Adjudant : Henri de Blumenthal.

2 compagnies de pontonniers	130 hommes
1 ^{er} bataillon de pionniers	498 »
2 ^e régiment de ligne	1165 »
2 ^e bataillon du 3 ^e <i>régiment suisse</i> (de Riedmatten)	527 »
4 ^e <i>régiment suisse de Mural</i>	1085 »
	<hr/> 3405 hommes

Cavalerie

Colonel Carraciolo.

Carabiniers et lanciers	612 hommes
Total :	<hr/> 14689 hommes

ANNEXE B

Corps des officiers du 3^e régiment suisse au service de Naples en septembre 1848 (d'après Maag, *op. cit.*, pp. 660-661)

Etat-major du régiment

Colonel : Augustin de Riedmatten
 Lieutenant-colonel : Aloys Hediger
 Majors : Adolphe de Rascher et Pierre Evéquoz
 Adjudant-major : François-Xavier de Horrer
 Capitaine-quartier-maître : Ferdinand de Torrenté
 Capitaine-grand-juge : Jérôme de Salis-Soglio
 Capitaine recruteur : Gaspard de Sépibus
 Premier-lieutenant d'artillerie : Charles-Louis de Torrenté
 Premiers-lieutenants adjudants-majors : César Ducrey et Edouard
 Aufdermauer
 Médecin du régiment : Charles-François Beck

I^{er} bataillon

Capitaines

Edouard Wolff (avec rang
 de major)
 Pierre Wolff
 Dominique Steinauer

II^e bataillon

Capitaines

Louis Carigiet
 François-Antoine de Werra
 Ignace-Antoine de Preux
 Charles Ulrich

Eugène de Stockalper
Jean-Jacques Cabalzar
Isidore de Chastonay

Xavier Reichlin

Lieutenants

Paul de Stockalper
Emile Schnüriger
Charles de Stockalper
Pierre-Aloys Duc
Gaspard Moret

Lieutenants

Cyprien Fischer
Paul Caflisch
Grégoire Perrig
Joseph Dufour
Augustin Fuchs
Gustave Aufdermauer

Sous-lieutenants

Joseph de Cocatrix
Eugène de Werra
Maurice de Riedmatten
François-Ferdinand Cabalzar
Auguste de Stockalper
Eugène Ducrey
Oscar de Cocatrix

Sous-lieutenants

Henri de Blumenthal
Vital Secchi
Jean Buchli
Thomas Schnüriger
Léonard Willi
Joseph de Stockalper

ANNEXE C

**Etat nominatif des officiers des deux régiments étrangers
au service du Saint-Siège en juillet 1859**

(d'après le 30. *historisches Neujaarsblatt für das Jahr 1924*, hrsg.
vom Verein für Geschichte und Altertümer von Uri, pp. 87-89. —
Copie dans le Fonds de Courten.)

Division territoriale de Bologne

Général baron Guillaume de Kalbermatten, commandant.
Lieutenant Louis-Martin de Courten, son aide de camp.

I^{er} régiment

Général : Antoine Schmid
Lieutenant-colonel : Lucien Cropt
Majors : Joseph-Eugène Allet
Constant Dupasquier

II^e régiment

Colonel : Joseph-Raphaël de Courten
Lieutenant-colonel : Xavier de Gady
Majors : Victor de Courten
Joseph Jeannerat

Capitaines

Christian de Coray
Friedrich Brügger

Melchior Britschgi
Théodore de Mehlem

François Peterelli
Eugène de Lavallaz
Théodore de Wuilleret
Joseph Bosshardt
Sébastien Wasescha
Joseph Baselgia
Henri de Segesser

François Débonnaire
Charles Chaperon
Laurent Delpech
Engelbert de Brackel
Eugène Gard
Alexandre de Mortillet
Jules Meyer

Lieutenants

Joseph Drexler
Marie de Magny
Louis-Marie de Courten
Jean Koller
Joseph Staub
Léon Meyer
Philibert Bouvier d'Yvoire
Georges de Clossmann

Nicolas Boschon
Louis Chapelet
Eugène de Maistre
Charles de Wiser
Philippe Loffing
Jules Gouzy
Adolphe de Courten

Sous-lieutenants

Ferdinand de Stockalper
François de Pfyffer d'Altishofen
Charles Kaiser
Joseph Moret
César Borrat
Primo Marchi
S. Wasescha
Laurent d'Orméa
Charles Jorchkeim

François Russel
Georges Federer
Félix Brégy
François Benziger
Camille Cropt
Jules Dupasquier
Ferdinand Hefner
Charles Schmidt

ANNEXE D

Corps d'officiers en activité de service de l'armée pontificale à la date du 28 septembre 1867

(Mévius, *op. cit.*, pp. 116-117 et pp. 370-371 ; *Annuaire pontifical*, 1867 et 1868.)

Régiment des carabiniers

Etat-major

Colonel : Joseph Jeannerat
Lieutenant-colonel : Simon Castella
Major : Jules Meyer
Major d'administration : Primo Marchi
Adjudants-majors : Louis de Courten et Sébastien Wasescha
Auditeur : Capitaine Pierre Esseiva
Trésorier : Lieutenant Schroder

I^{er} bataillon

Lt-col. Simon Castella

- 1^{re} cp. : cap. Jules Bongers, lt Grec, slt Angelo de Courten.
- 2^e cp. : cap. Grégoire-Cyprien In Albon, lt. Robert de Selby, slt Philippe Meyer.
- 3^e cp. : cap. Fortunat Stöcklin, lt Louis de Sonnenberg, slt Urs Burckhardt.
- 4^e cp. : cap. Georges Federer, lt Ludovic de Courten, slt Guillaume von Rüdorfer.
- 5^e cp. : cap. Conrad Süßmeyer, lt Emile Stucky, slt Michel Bruschwiler.
- 6^e cp. : cap. Dominique Epp, lt Louis Richard, slt Jacques Delley.

II^e bataillon

Major Jules Meyer

- 1^{re} cp. : cap. Charles de Buttet, lt de Gasperi, slt [— — —].
- 2^e cp. : cap. Charles Kaiser, lt Auguste de Rickenbach, slt Potesta.
- 3^e cp. : cap. Jules Dupasquier, lt Constant Canerin, slt [— — —].
- 4^e cp. : cap. Charles Schmid, lt Henri de Kalbermatten, slt Emile Villiers.
- 5^e cp. : cap. Ferdinand de Stockalper, lt Pierre Favre, slt François Meyer de Schauensee.
- 6^e cp. : cap. Joseph de Clossmann, lt Jacques Hofstetter, slt Frédéric Bommer.

Dépôt

- 1^{re} cp. : cap. César Borrat, lt Robert Kuglier.
- 2^e cp. : cap. Ferdinand Zeit, lt Emile Bosshardt.
- A la suite : cap. Fidèle Crufer, Louis Filchner.

ANNEXE E

Le régiment des zouaves pontificaux en 1868

Le colonel Eugène Allet et ses capitaines

(d'après Mévius, *op. cit.*, pp. 370-371.)

Etat-major du régiment

Colonel : Eugène Allet

Lieutenant-colonel : baron Athanase de Charette

Majors : Charles de Lambilly, Ferdinand Le Caron de Troussures,
 Numa Dorié d'Albiousse

Adjudants-majors : cap. vicomte Paul de Saisy de Kerampuil,
 cap. comte Bertrand de Ferron du Chesne,
 cap. Auguste de Fumel

I^{er} bataillon

Commandé par Charles de Lambilly, major

Capitaines

- 1^{re} cp. : Jean Génébrias de Gouttepagnon
- 2^e cp. : Jean Thomalé
- 3^e cp. : L. Lefebvre
- 4^e cp. : vicomte Olivier Le Gonidec de Traissan
- 5^e cp. : Hippolyte de Montcuit
- 6^e cp. : Albert de Gastebois
- 7^e cp. : Jules Desclée
- 8^e cp. : comte Maurice Du Bourg

II^e bataillon

Commandé par Ferdinand Le Caron de Troussures, major

Capitaines

- 1^{re} cp. : E. de Nervaux de Mézières
- 2^e cp. : Zaccaris Du Réau
- 3^e cp. : Antoine Thalmann
- 4^e cp. : Auguste de Couessin de Boisriou
- 5^e cp. : Ernest Le Clément de S. Marq
- 6^e cp. : F. Belon
- 7^e cp. : Oscar Lallemand
- 8^e cp. : Paul Frottier de la Messelière

III^e bataillon

Commandé par Numa Dorié d'Albiousse, major

Capitaines

- 1^{re} cp. : Jacques d'Arcy
- 2^e cp. : Albert de la Hoyde
- 3^e cp. : Zénon de Résimont
- 4^e cp. : Henri Wyart
- 5^e cp. : Alain de Kersabiec
- 6^e cp. : François Jacquemont
- 7^e cp. : Etienne Berger
- 8^e cp. : baron Victor Du Vigier de Mirabal

Dépôt

Capitaines

- 1^{re} cp. : L. Joubert
- 2^e cp. : René Jolys
- 3^e cp. : Adolphe Gauthier de Kermoal
- 4^e cp. : Georges de Fabry
- A la suite : capitaines A. de Chappedelaine, Alain de Charette,
comte Olivier de Kermel.

Dans son ouvrage sur les *Zouaves pontificaux* (pp. 112-113), le comte de Barral nous présente le colonel Allet :

« Mgr de Mérode ne craignait pas les contrastes. Ayant donné comme successeur à l'indulgent Charette le féroce Becdelièvre, il remplaça ce dernier par le plus débonnaire des chefs.

» Le colonel Allet était un vieil officier de l'armée pontificale, dont il commandait un régiment à Castelfidardo... C'était un colosse, lent d'esprit et de mouvement, pieux et juste, trop bon parfois, de belle figure militaire, avec des cheveux déjà blancs, une large moustache grise, un sourire paternel. Sa démarche semblait comme alourdie par l'armure de son aïeul Barthélemy Allet, tué au service d'Henri IV, car ce Suisse avait des lettres de noblesse française. La veille d'Ivry, les compagnies suisses du Béarnais avaient réclamé insolemment au roi leur solde non payée (le menaçant d'une défection dont la formule est devenue proverbe). Le roi Henri passant, avant de charger, près de leur chef, lui cria : « Tu vas voir comment on se bat sans argent ! ». Et Allet, piqué au vif : « Vous avez signé mon arrêt de mort ! ».